

Urgent
Amérique Latine
mensuel d'information générale N°1 - mars 1978 prix: 6f

DOSSIER: sécurité nationale

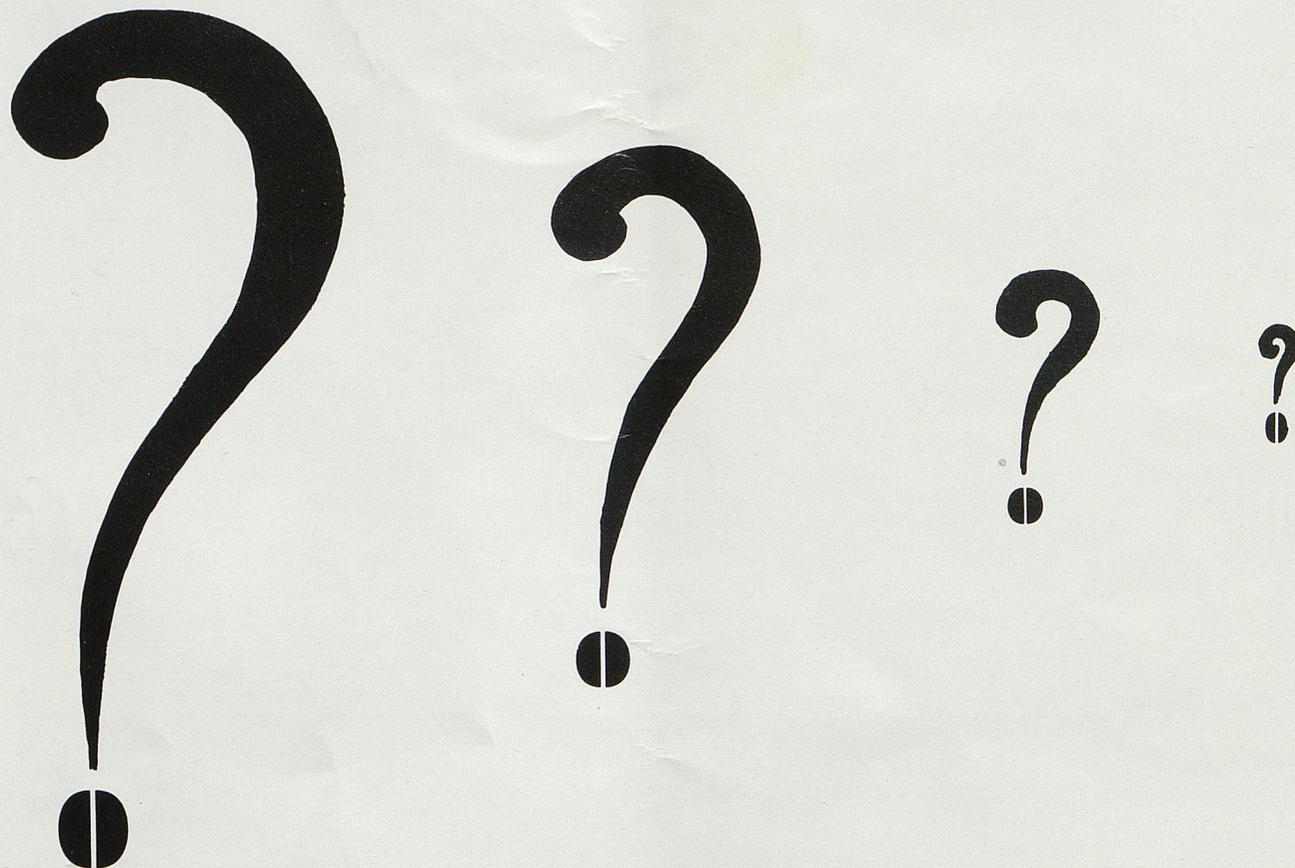


**L'Argentine
MISE EN COUPE**

Carter, l'aigle et la colombe

40p9800

QUI SOMMES-NOUS



**un établissement privé créé en 1938
capable de vous assurer votre
réussite professionnelle.**

pour en savoir davantage
demander sans aucun engagement une documentation gratuite à

I.S.R.E.
27 bis, rue du Louvre-75002
PARIS

EDITORIAL

Nous sommes nombreuses, nombreux en France à penser que l'Amérique Latine nous interpelle : des combats s'y déroulent, décisifs pour le devenir de ces pays comme pour le nôtre. Des rapports de force s'y établissent, dans l'évolution desquels nous nous sentons impliqués. Des cultures et des sensibilités s'y expriment, qui enrichissent de leur particularités et de leurs différences, notre façon de concevoir la vie.

Or, l'information sur l'Amérique Latine est parsemée, fragmentaire, faite au coup par coup et essentiellement fluctuante. Face à l'intérêt que suscite ce continent dans un public nombreux et varié, force est de constater un vide d'information. Les nouvelles qui nous parviennent sont loin d'être à la mesure de l'importance que revêt l'Amérique Latine dans les enjeux mondiaux. Certes, elles ont eu leurs heures brillantes, pour répondre par exemple à l'immense solidarité qu'ont suscitée des événements comme le coup d'état survenu au Chili et le processus de répression qui a fait suite à l'instauration de la dictature militaire. Mais, en ce moment même, des événements également importants se déroulent au Nicaragua, en Bolivie, en Argentine, dont la presse générale, sauf d'honorables exceptions, ne transmet qu'un très pauvre écho.

Dans les dernières années, le nombre de Latino-américains résidant en France a singulièrement augmenté. On en dénombre aujourd'hui plus de cinquante mille. L'instauration de régimes durs, dans plusieurs de ces pays, a condamné à l'exil nombre de leurs ressortissants, les arrachant brutalement à leur réalité, les obligeant à forger les moyens de défendre leur identité dans un contexte étranger.

Beaucoup de bulletins sont nés, expression nécessaire des communautés, nationales et politiques, particulières, qu'il ne s'agit nullement de supplanter. Ils restent les moyens d'expression privilégiés de la vie et du débat militant.

Urgent AMÉRIQUE LATINE naît du besoin qu'ont ressenti des journalistes latino-américains exilés en France, et des Français liés à l'Amérique Latine, de créer une tribune plus large, un support plus continu de réflexion et d'information, un lieu de rencontre et de regroupement plus ouvert.

Chaque mois, *Urgent AMÉRIQUE LATINE* se propose d'apporter un flux d'information riche et varié : reportages, interviews, enquêtes, témoignages. Chaque numéro comportera, en outre, un dossier qui approfondira l'analyse d'une question particulière. La section Magazine fournira le calendrier des activités et manifestations politiques et culturelles du mois.

Indépendant de tout parti politique, ce mensuel n'en est pas moins engagé, sur le plan politique et idéologique, dans les luttes des peuples d'Amérique Latine contre toutes les formes d'oppression et de domination.

Pour maintenir cette indépendance, *Urgent AMÉRIQUE LATINE* ne compte sur d'autre appui financier que sur celui que lui prêteront ses lecteurs. C'est pourquoi vous voudrez souscrire à la campagne d'abonnements que nous lançons dès maintenant.

Urgent AMÉRIQUE LATINE ne vivra que s'il rencontre un ample mouvement de soutien, sur le plan financier (à travers les abonnements), mais aussi sur le plan de la création. Nous attendons votre collaboration, vos idées, votre participation.

L'équipe de rédaction

Rédactrice en chef : Michèle Mattelart
 Responsable des informations : Ibar Aibar
 Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre Desmond
 Maquettiste : Omar Saavedra

Rubriques :

Rapports de force internationaux : Bernard Cassen
 L'Événement : Carlos Gabetta
 Questions Politiques : Eduardo Olivares
 Cultures et Sociétés : Roger Bartra
 Économie : Alfonso Varela
 Productions culturelles : Ignacio Ramonet (cinéma) ;
 Huguette Faget (théâtre) ; Daniel Salinas (musique)
 Magazine : Catherine Bastard (coordination)
 Dossier : Armand Mattelart
 Ont également participé à ce numéro :
 Itoby Alves, Rafael Drinot, André Gunder Frank, Michèle Lambert, Maurice Lemoine, Régine Mellac, James Petras.
 Publicité : C.G.I., 14 rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris, tél. 887.56.43
 Administration et gestion : Luis Alvarez
 Diffusion et abonnements : Beatriz Rioseco
 Directrice de publication : Michèle Mattelart
 Composition : Germinal
 Impression : M.S.
 Distribution : NMPP (presse), Diffusion Populaire (librairies)
 Mensuel édité par Publications FRANCE-LATINE, s.a.r.l. au capital de 2.500 F
 Gérants : Luis Alvarez, Michèle Mattelart et Michèle Pierre
 © Publ. F.L., R.C. Paris n° 77 B 8953 - 311700470
 Abonnement 12 numéros : France 60 F, Étranger 80 F.
 Dépôt légal : 1er trimestre 1978.

SOMMAIRE

L'Événement : L'Argentine mise en coupe par Carlos Gabetta et Jean-Louis Buchet	7
Cultures et Sociétés : La guerre du centavo par Maurice Lemoine	11
Questions politiques (Dossier) : La sécurité nationale par Armand Mattelart et A. Gunder Frank	13
Productions culturelles : Rencontre avec J. Sanjinès par Ignacio Ramonet	21
Rapports de force internationaux : Carter et l'Amérique Latine par James Petras	24
Nouvelles de demain : Chili, Nicaragua, la Coupe du Monde	27
Magazine	31

GRATUIT

GRAND CONCOURS D'ABONNEMENTS

gagnez un voyage au Mexique pour 2 personnes

EN VOUS ABONNANT A ^{Urgent} **Amérique Latine**

le prix comporte le voyage A/R et le séjour complet de 15 jours au Mexique pour 2 personnes.

Le tirage au sort, effectué parmi tous les abonnés inscrits avant le 15 mai, se fera au siège du journal le 20 mai 1978.
 Le résultat sera communiqué personnellement au gagnant et publié dans le numéro de juin.



ABONNEMENT

14, RUE BOURG-TIBOURG - 75004 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

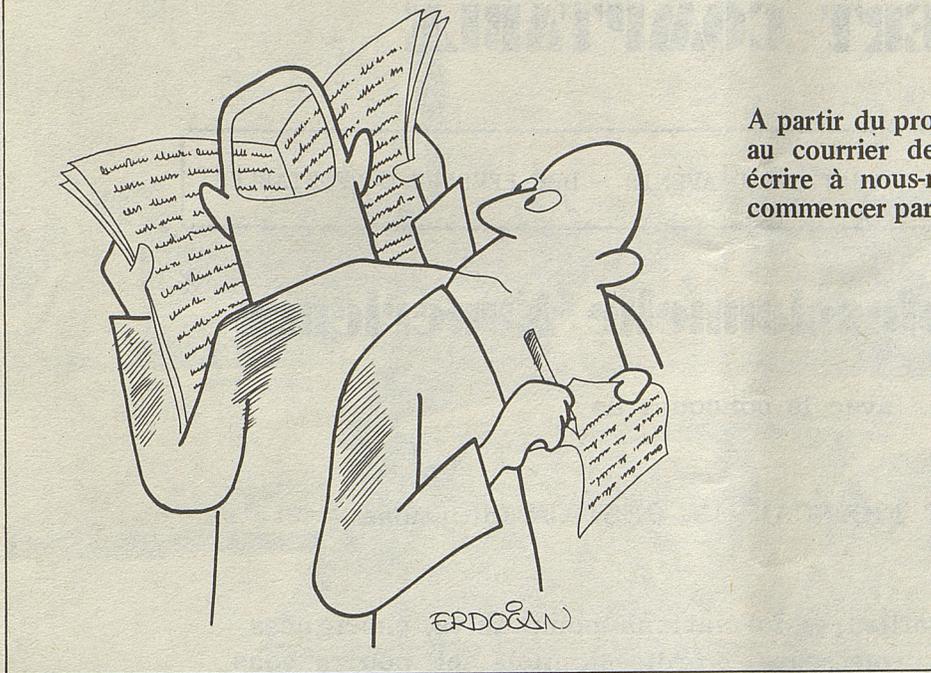
Profession :

Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine
 Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

COURRIER DES LECTEURS



A partir du prochain numéro, cette page sera destinée au courrier des lecteurs. Nous avons pensé nous écrire à nous-mêmes, mais nous n'avons pas voulu commencer par une supercherie.

Le comité de rédaction

APPEL pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de football

La Coupe du Monde de Football, prévue en Argentine en juin 1978, aura-t-elle lieu entre les camps de concentration ?

L'Équipe de France de Football, qualifiée le 16 novembre dernier, jouera-t-elle à 800 mètres du pire centre de tortures du pays ? C'est en effet la distance qui sépare le stade de *River Plate*, où doivent se dérouler plusieurs matchs de la Coupe du Monde, de la *Escuela de Mecanica de la Armada* (École de Mécanique de la Marine), siège du sinistre « *Grupo de Tareas 3-3* », véritable gestapo argentine composée de 314 officiers et soldats de la Marine. Depuis deux ans que ce groupement sévit, des centaines d'hommes et de femmes y ont été atrocement suppliciés, brûlés au chalumeau, coupés vifs à la scie électrique, écorchés vivants, etc. C'est aussi de l'École de Mécanique que décollent les hélicoptères qui vont jeter les corps mutilés dans les eaux du Rio de la Plata ou de l'Atlantique.

En Argentine, depuis plus de deux ans, au moins 8.000 personnes ont été emprisonnées, le plus souvent sans aucune procédure judiciaire, et 15.000 ont « disparu », selon les chiffres d'Amnesty International. On estime d'autre part de

8.000 à 10.000 le nombre de personnes assassinées par les forces de l'ordre dans la même période.

Pouvons-nous accepter que se tienne une fois encore, comme à Berlin pour les Jeux Olympiques de 1936, un rassemblement sportif international servant de caution à une dictature fasciste ?

Dans les conditions actuelles de répression en Argentine, le boycott de ce pays comme organisateur de la Coupe du Monde de Football nous paraît la seule réponse conséquente et responsable.

Nous appelons tous les sportifs, les amateurs de football, les journalistes, les mouvements de jeunesse, les militants politiques et syndicaux et leurs organisations, les associations de défense des Droits de l'Homme, tous les démocrates et progressistes, à rejoindre ou à soutenir l'action du Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football.

Nous souhaitons et favoriserons une large coordination internationale des initiatives de boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football (Suède, Espagne, Italie, Pays-Bas, Écosse, etc.).

Le Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football (C.O.B.A.) tient une permanence tous les mercredi de 15 h à 20 h et tous les vendredi de 18 h à 20 h : 14 rue de Nanteuil, 75015, Paris. Métro : Convention ou Plaisance. Tél. 531.43.38.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le CESEDE (Centre d'Études Socio-économiques de l'Équateur) a présenté, le 7 février, devant la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, réunie à Genève, un dossier de plus de deux cents pages sur les violations des droits de l'homme en Équateur, au cours de l'année 1977. La dénonciation la plus grave concerne l'assassinat de 120 personnes par les forces de l'ordre durant l'évacuation de l'entreprise AZTRA, occupée par des grévistes. Le CESEDE a sollicité une enquête de la Commission des Droits de l'Homme afin d'empêcher de nouvelles violations et exiger le rétablissement des droits et des libertés fondamentales bafoués en Équateur.

CESEDE : 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 329.34.65, permanence le mardi de 14 à 18 h.

Urgent AMÉRIQUE LATINE est diffusé en Librairie par :

DUFFUSION POPULAIRE
14 rue de Nanteuil, 75015, Paris, tél. 531.43.38, qui est un relai et un service de promotion pour la revue militante, et qui assure la diffusion et la propagation de toute information sur les cultures et les luttes populaires actuelles, dans tous les pays. Fonctionnant par dépôt auprès des libraires, **Diffusion Populaire** met à leur disposition en particulier les revues publiées par le Cedetim, par le Comité de Défense des Prisonniers Politiques au Chili, par le Comité de soutien aux luttes du peuple argentin, par l'Association des amis du Polisario, etc.

COMPTABLE CHEF-COMPTABLE EXPERT-COMPTABLE

DES EMPLOIS SURS - DES SITUATIONS D'AVENIR - DES REVENUS CONFORTABLES

Ecole Professionnelle Supérieure

avec le concours de

l'INSTITUT FRANCAIS DE GESTION Initiations

vous assure les meilleures formations comptables, enseignées par d'imminents professeurs, professionnels, et pourra vous faire bénéficier de ses nombreux contacts avec des employeurs potentiels en fin de préparation.

Si vous désirez préparer un EXAMEN D'ETAT :

C.A.P. d'Employé de Comptabilité
PROBATOIRE
D.E.C.S.

Ecole Professionnelle Supérieure

Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance

27 bis, rue du Louvre - 75002 PARIS

Tél. 236.74.13

met à votre disposition, son expérience de plus de 40 ans
dans le domaine de la formation

N'attendez plus pour demander votre documentation en nous retournant ce coupon.

Veillez m'adresser sans engagement de ma part, votre documentation concernant les carrières de la COMPTABILITE

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

L'Argentine MISE EN COUPE



Sipa press

A l'approche du deuxième anniversaire du coup d'État du 24 mars 1976, le fait saillant dans l'évolution de la situation argentine est la décomposition du gouvernement militaire. Les contradictions qu'on voyait se dessiner à l'intérieur des forces armées ont éclaté au grand jour au début de l'année 1978. Derrière le Général Videla et l'Amiral Massera, deux grandes tendances semblent s'affronter, en un conflit qui domine d'autres divisions internes.

le conflit politique dans l'armée

Pour l'heure, l'affrontement se résume en une offensive en règle du Commandant en Chef de la Marine. En janvier 1978, devant la presse américaine, Massera déchargeait son arme de toute responsabilité dans la répression. Après une étonnante profession de foi démocratique, il ajoutait que seul l'appui de certains secteurs américains permettait à Videla de se maintenir au pouvoir. Début février, Massera renouvelait ses accusations devant l'Amiral français Sanguinetti, qui présidait une mission d'observation de la Fédération Internationale des

Droits de l'Homme. Au passage, il étendait le certificat de virginité à l'armée de l'Air. Le président Videla n'a toujours pas réagi.

Le conflit Videla-Massera ne peut être réduit à une opposition de personnes où à la traditionnelle rivalité entre l'Armée de Terre et la Marine, même si ces éléments comptent aussi. Il s'agit avant tout d'un conflit politique, qui témoigne du désaccord d'un important secteur des Forces Armées avec le fonctionnement du pouvoir, les modalités de la répression et les mesures économiques.

A l'origine de ces divisions, il y a un constat d'échec : certains des objectifs

que les militaires s'étaient fixés en mars 1976 n'ont été que partiellement atteints, d'autres pas du tout. Le plan des militaires comportait en gros trois étapes : la paix sociale, le rétablissement économique, la réorganisation politique et institutionnelle. Sans être vraiment chronologiques, chacune de ces étapes était censée contribuer à la réalisation de la suivante. Ce bel édifice paraît bien compromis aujourd'hui.

Prioritaire, le premier objectif impliquait de briser le mouvement de masse d'une part, et de liquider la guérilla d'autre part. Pour y parvenir, les militaires ne lésinèrent pas sur les moyens et, dans un premier temps, ils semblaient sur le point de réussir.

La Paix Sociale en échec

Les deux organisations de guérilla (les *Montoneros*, péronistes de gauche, et l'*Armée révolutionnaire du peuple*, marxiste-léniniste) furent durement touchées. Elle subirent des pertes nombreu-

ses et leurs appareils furent en partie démantelés. La mort du dirigeant de l'ERP Mario Roberto Santucho, le 19 juillet 1976, parut annoncer l'anéantissement de la « subversion ». Mais la guérilla ne disparaît pas complètement. Bien que très affaiblie, elle continue à se manifester en 1977.

Le mouvement ouvrier a été attaqué tout aussi frontalement : la junta plaça sous contrôle militaire la CGT et trente-deux syndicats. Elle supprima le droit de grève, interdit toute activité syndicale et annula les clauses de la convention collective de travail. Par ailleurs, la loi 21.400 dite de **sécurité industrielle**, permet l'occupation militaire des usines et prévoit des peines allant jusqu'à vingt ans de prison pour les auteurs de *mesures directes affectant la production*. A cet arsenal « juridique » (qui comprend, en outre, et contrairement à la constitution nationale, la peine de mort), s'ajoutent l'intimidation et la répression directe, la chasse aux syndicalistes, l'assassinat, la disparition ou l'emprisonnement de militants.

Malgré tout, des conflits éclatent, dès le mois d'avril 1976. Ils restent néanmoins localisés et « contrôlés » à l'exception de la *grève de la tristesse* des travailleurs des compagnies d'eau et d'électricité. Pendant près de 18 mois le mouvement ouvrier est incontestablement sur la défensive. Mais à la fin du mois d'octobre 1977 éclate une vague de grèves qui affecte l'ensemble du secteur public et de nombreuses entreprises privées. L'ampleur des conflits, la coordination des travailleurs en lutte et leur détermination font que ces grèves marquent un véritable tournant après le reflux de mars 1976, le mouvement de masse a accumulé des forces et il renaît avec vigueur.

un programme économique antipopulaire

Le programme économique de M. Martinez de Hoz tient une large part dans cet échec de la *paix sociale*. Car il s'est attaqué aux travailleurs comme on ne l'avait guère fait avant lui : le salaire réel a diminué de près des deux tiers en 1976 et 1977, de plus de moitié depuis le coup d'état.

Cette dégradation des conditions de vie de la grande majorité de la population (accompagnée d'un chômage accru, de l'augmentation des heures travaillées, etc.) est la clef de voûte du programme économique, car il a permis la reconstitution rapide des taux de profit. La diminution du salaire réel a, bien évidemment, provoqué une chute de la consommation intérieure dont les principales conséquences sont le ralentissement (modéré) de l'inflation (347 % en 1976, 166 % en



Surset

La loi de « sécurité industrielle » prévoit des peines allant jusqu'à 20 ans de prison.

1977) et le dégageant de surplus exportables, essentiellement agricoles.

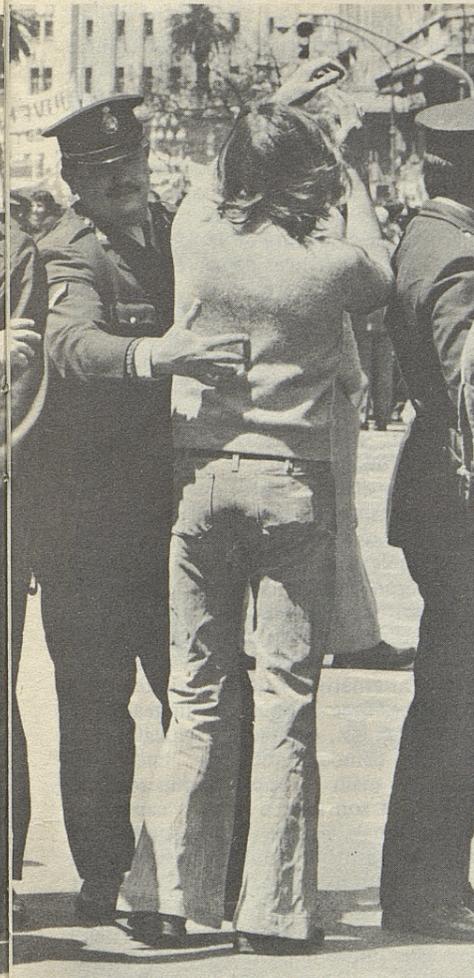
L'augmentation des exportations, accompagnée de la baisse des importations (consécutives à la récession interne) a permis d'obtenir des soldes commerciaux largement positifs en 1976 et en 1977 (900 millions et 1,7 milliards de dollars respectivement). L'amélioration des comptes extérieurs, ajoutée à la renégociation d'une partie de la dette et à l'obtention de nombreux prêts a entraîné à son tour un relèvement spectaculaire des réserves monétaires.

Tels sont les résultats dont se vante M. Martinez de Hoz. Ils risquent d'être moins brillants en 1978. Les exportations devraient plafonner : la récolte de blé s'annonce mauvaise (7 millions de tonnes contre 11 en 1976-1977) et la CEE va réduire ses achats de viande. Les importations par contre seront en hausse, pour deux raisons : la réactivation du marché interne observée au quatrième trimestre de 1977, et l'abaissement des barrières tarifaires. Si cette dernière mesure accélère le processus de concentration (en aug-

mentant les faillites, déjà considérables de PME), elle ne saurait attirer de nouveaux investissements. Depuis le 24 mars 1976, seuls des capitaux spéculatifs sont entrés en Argentine. L'inflation et les « risques sociaux » découragent l'investissement productif, alors que les taux d'intérêts élevés renforcent la spéculation.

M. Martinez de Hoz met aujourd'hui l'accent sur la reprise partielle de l'économie, amorcée au cours du dernier trimestre 1977. Il prévoit une expansion de 5 % en 1978, en oubliant de rappeler que si cela se réalisait, le P.I.B. rattrapperait seulement son niveau de 1974.

Satisfaisant pleinement les intérêts de la bourgeoisie agro-exportatrice, le plan économique a mécontenté une grande partie de la bourgeoisie industrielle travaillant pour le marché intérieur. Ceci, ajouté aux énormes tensions sociales qu'il a suscitées, a incité certains militaires, comme le général Liendo (Ministre du travail) et surtout l'amiral Massera, à multiplier les critiques à l'encontre du ministre de l'économie. Après les grandes



grèves d'octobre et novembre 1977, les critiques redoublèrent jusqu'à ce que Massera s'en prenne directement au chef de l'état.

le mythe de la « réorganisation nationale »

Confrontés à la persistance du mouvement de masse, divisés au sujet du programme économique, les militaires étaient difficilement en mesure de réaliser le plus ambitieux de leurs objectifs : la **réorganisation nationale**. Le projet consistait en la mise en œuvre progressive d'une vaste réforme politique et institutionnelle, destinée à empêcher à l'avenir le retour à la politique du *stop and go*, inaugurée par le coup d'état de 1930. Depuis cette date, en effet, l'Argentine reproduit le cycle suivant : dictature militaire pour freiner le mouvement de masse, restauration démocratique sous la pression populaire, nouvelle intervention militaire, etc. Les contours du projet de **réorganisation nationale** n'ont jamais été précisés. Quelques ballons d'essai ont été lancés par des

idéologues proches du régime et un super-ministère de la planification, confié au général Diaz Bessone, était censé y travailler. La démission de ce dernier en janvier 1978 semble mettre un terme provisoire à ces élucubrations.

Il est difficile de prévoir quelles seront les prochaines étapes de la crise argentine. Mais les controverses suscitées par le plan économique et la réanimation du mouvement de masse ont déjà eu pour conséquence la rupture de l'unité des Forces armées, reconstituée avec peine sous le gouvernement péroniste et cimentée par la lutte anti-guérilla. Le tout est de savoir si cette rupture pourra être surmontée. Et dans le cas contraire, sur quoi peut-elle déboucher. Il n'y a pas si longtemps, en 1962, il a fallu un affrontement armé pour résoudre les contradictions des militaires argentins.

la spirale

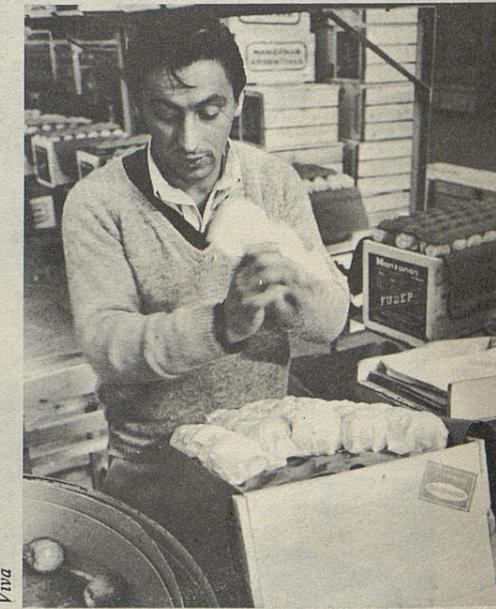
L'armée argentine, qui intervient dans la vie politique nationale depuis 1850, est doublement liée à la classe dominante. En tant qu'institution, elle est à son service, et les officiers supérieurs en font directement partie. On comprend ainsi que depuis 1930, quand commence la série ininterrompue des coups d'état, les politiques élaborées par les militaires répondent aux intérêts de la bourgeoisie liée à l'impérialisme. Celle-ci est composée de deux grands secteurs : une oligarchie agraire et exportatrice et une bourgeoisie industrielle et importatrice. L'existence de ces deux secteurs et leurs caractéristiques sont la marque du capitalisme dépendant argentin. L'oligarchie agraire possède un appareil de production archaïque, mais de rentabilité élevée, entièrement tourné vers les marchés extérieurs ; la bourgeoisie industrielle, un appareil de production aux profondes distorsions, dépendant de la technologie, des biens intermédiaires et du financement externe, dont les coûts de production élevés limitent les débouchés sur le marché intérieur.

Cette structure économique dépendante, distorsionnée et non intégrée atteint ses limites historiques. Schématiquement, voilà le dilemme auquel sont inévitablement confrontés les dirigeants argentins : faut-il favoriser l'industrie en développant le marché intérieur ou écraser le pouvoir d'achat pour accroître les surplus agricoles exportables ? Cette contradiction n'a jamais pu être dépassée au profit d'une solution favorisant l'ensemble de la bourgeoisie, car elle se déroule sur une toile de fond marquée par la crise du modèle du capitalisme dépendant, aggravée dans le cas de l'Argentine par l'existence d'un puissant mouvement de masses.

L'histoire contemporaine du pays re-

produit ainsi un double mouvement : le *stop and go* évoqué ci-dessus et l'alternance de projets économiques favorisant l'un ou l'autre secteur de la bourgeoisie. Mais ce processus se reproduit dans le cadre d'une véritable spirale. A chaque coup d'état correspond une répression accrue, destinée à contrer le développement d'un projet populaire alternatif, et à mettre en œuvre une politique économique plus engagée vis-à-vis de l'impérialisme. Bref, à chaque étape la bourgeoisie doit manœuvrer dans le cadre d'une crise plus profonde, face à un mouvement populaire plus organisé, plus expérimenté et plus combattiv. Ce n'est pas, bien évidemment, un processus linéaire. La bourgeoisie et les secteurs populaires sont tour à tour à l'offensive. Mais l'élément permanent et décisif est la crise dans laquelle s'enfoncent la structure économique dépendante du pays.

La période qui s'ouvre avec le coup d'état de 1966 donne un bon exemple de cette évolution en spirale. Le général Onganía commence par appliquer une politique **désanolliste** conformément aux vœux du secteur industriel, qui avait été déplacé en 1962 (c'est ce même secteur qu'on retrouve aujourd'hui derrière Massera et les militaires qui s'attaquent à Martinez de Hoz). Peu après, l'oligarchie terrienne fait entendre sa voix et Onganía change son ministre de l'économie pour appliquer une politique plus conforme aux vœux du FMI. Durant ce conflit, qui oppose les deux secteurs de la bourgeoisie, le peuple était également réprimé et, globalement, le résultat de la politique



Le programme économique : diminuer la consommation intérieure et exporter le surplus agricole, (ici, des pommes que les argentins ne mangeront pas.

économique était le même : exploitation accrue des travailleurs, concentration au détriment des PME industrielles et des petits et moyens agriculteurs. Résultat : après trois années de paix sociale apparente, les brusques explosions de 1969 — dont le *cordobazo*¹ — qui bouleversent le pays. Ces violents soulèvements populaires mettent un terme aux projets des militaires. La petite bourgeoisie se radicalise et c'est le point de départ du développement des guérillas. Après s'être débarrassées de plusieurs ministres, les militaires doivent se défaire du général Onganía lui-même. L'offensive populaire termine avec son successeur, le général Levingston, remplacé à son tour par Lanusse. Cet autre général fait finalement appel à Péron pour essayer de freiner le mouvement de masses.

En Mars 1976, la spirale continue. La bourgeoisie refait son unité dans une tentative d'écrasement définitif du mouvement populaire. Sous l'effet de la répression, l'ennemi commun se replie. Mais l'impossibilité de sortir de la crise structurelle de l'économie réveille les vieilles rivalités. M. Martínez de Hoz favorise le secteur agro-exportateur et la bourgeois-

1. Mouvement ouvrier et étudiant qui éclate à Cordoba et arrive à prendre le contrôle de la ville. Le *Cordobazo* déchaînera des mouvements similaires dans d'autres villes de province.

L'affrontement armé entre militaires, figure parmi les scénarios possibles.



Sipa press

sie industrielle prend ses distances avec le ministre. Puis, le mouvement de masses se réanime : alors la contradiction devient brûlante. Aujourd'hui, Massera serait à la tête d'un nouveau projet *désanolliste*, avec des technocrates liés à l'ancien président Arturo Frondizi, dans le cadre d'une alliance ouverte à la droite modérée, et peut-être plus large encore.

quelle « démocratie » pour demain ?

Qu'advient-il du régime militaire actuel, qui semble passer par les mêmes phases que ceux qui l'ont précédé. Malgré des différences certes tragiques, mais formelles : plus de morts, plus de tortures, plus d'exploitation, etc. ? (Ce qui montre aussi à quel point la bourgeoisie se sent menacée, autant que la profondeur de la crise).

Avec des variantes, les mêmes situations devraient se reproduire à nouveau. Le problème est que cette fois, il semble qu'on soit allé trop loin. Trop loin dans la crise : en l'absence de grands changements structurels, sans l'appui des masses, le pays restera dans l'impasse. Trop loin dans la répression : rares sont les familles argentines qui n'ont pas à pleurer un fils, ou un frère assassiné, des proches torturés, des amis disparus. Cela compte aussi pour l'avenir.

Les militaires qui envisagent aujourd'hui une ouverture démocratique comme solution à la crise, en cherchant des appuis auprès de certains milieux politiques traditionnels, auront bien du mal à réussir. Ce type de projet, qui correspond à un changement de méthodes mais non d'objectifs, peut être envisagé au Brésil où le mouvement de masses est encore marqué par sa défaite de 1964. Sa réalisation avec des chances de succès est beaucoup plus aléatoire dans l'Argentine d'aujourd'hui, où le mouvement populaire est loin d'être écrasé. C'est pourquoi la bourgeoisie avance la démocratisation comme une issue possible, mais elle recule aussitôt.

Quant aux secteurs populaires, ils aspirent unanimement à la démocratie. Mais l'expérience historique leur dicte de ne compter que sur leurs propres forces pour obtenir des concessions. C'est ainsi qu'ils sont allés jusqu'à la rupture avec Péron peu avant sa mort. Parmi les organisations populaires, il n'y a que le PC (un parti solide mais à l'audience réduite) qui semble placer ses espoirs dans l'alternative « démocratique » des militaires, avec l'appui des dirigeants de partis libéraux, comme les radicaux. Ces secteurs démocratiques ont une seule carte en main : l'appui commercial de l'URSS et son silence dans la campagne internationale contre la dictature. Mais c'est une arme à double tranchant. La seule mention des pays socialistes fait pâlir de rage la plupart des militaires, dont le fameux général Menendez, qui sera sans doute le prochain commandant en chef de l'Armée de Terre. Pour ce général, « *la troisième guerre mondiale a commencé, l'ennemi est le marxisme et le résultat sera la victoire ou la mort* ». Menendez représente un courant qui veut étendre la répression au PC (malgré son « statut » vis-à-vis de la junte, identique à celui des partis libéraux, le PC compte déjà 30 morts, 150 disparus, et 300 militants emprisonnés) et à diverses formations centristes.

Pour les masses, dont le rapport de forces avec les militaires reste défavorable, le problème n'est pas de cesser toute activité pour ne pas provoquer les « faucons », mais au contraire de les développer sans risquer de grands affrontements, en accumulant les forces. Les prochains mois seront sûrement marqués par des changements destinés à répondre aux demandes du secteur industriel et à atténuer les tensions sociales. Un virage à 180 degrés serait improbable car il signifierait l'écrasement d'un secteur. Mais il peut y avoir des surprises. L'issue de 1962, l'affrontement armé entre militaires, figure parmi les scénarios possibles.

Carlos GABETTA
et Jean-Louis BUCHET



M. Lemoine

LA GUERRE DU CENTAVO

Dans les rues de Bogota, comme dans la plupart des villes latino-américaines, les chauffeurs d'autobus se livrent à une course et à une concurrence sans merci. Le quota des mille passagers quotidiens dépassé, les conducteurs perçoivent un pourcentage par client supplémentaire. Seuls les plus rapides peuvent conserver leur emploi, risquant quotidiennement leur vie et celle de leurs passagers.

Centavo : monnaie colombienne. Centième partie du peso, vaut 0,13 de nos centimes.

Bogota, huit heures trente du matin. Il fait froid, le ciel est bas et triste. Le centre grouille déjà, les vendeurs de journaux s'égosillent, les pauvres tendent leur sébille, et les bogotanos s'en vont vers leurs bureaux. La masse noire des Cordillères écrase la vaste capitale de la Colombie. Immeubles, buildings, quelques gratte-ciel, banques, maisons de commerce, églises, misère, se côtoient et s'étalent sur plus de vingt kilomètres, le long des pentes andines. C'est l'heure du raz de marée. Déboulant par toutes les avenues, s'engouffrant dans la « Jimenez », vrombissant dans le champ clos de l'Avenida Caracas, passant en trombe devant l'hôtel Tequendama, pour s'enfoncer dans les quartiers résidentiels, dévalant les pentes sud des « barrios » populaires, des centaines et des centaines de bus se livrent une guerre sans merci. Au volant, tendus, le visage crispé, autant de chauffeurs aux

gestes fous. Ce sont les troupiers anonymes de la « guerre du centavo ».

pour quinze francs par jour

Je saute en voltige. Le bus redémarre dans un juron collectif. L'allée centrale, bondée, est parcourue d'un frémissement. Un des premiers voyageurs, mal cramponné, lâche brutalement son appui et s'affale dans les bras de son voisin de derrière. Qui se décroche à son tour et en percute un autre. Un souffle épique agite le château de cartes. Les trois projectiles, lancés dans le couloir, pulvérisent la faible défense des suivants surpris. Qui s'ébranlent dans un nuage d'interjections. Tout la rangée va s'écraser au fond du bus pétaradant. Ce que voyant, le chauffeur, qui a du cœur, donne un coup de freins puissant. Les quilles gémissent, vacillent, et repartent, bille en tête, vers l'avant du véhicule. La tornade retraverse toute la longueur dans un froissement

d'insultes. Et se disloque définitivement quand l'accélérateur s'enfonce de nouveau. Et sans douceur.

Le chauffeur a serré les dents. S'agit pas de perdre du temps ! Il insulte un taxi affolé qui klaxonne de toute la force de son indignation, et gagne résolument le centre de la chaussée, sans se laisser impressionner par ceux qui y étaient avant lui. Dans le même temps, il fait payer les derniers passagers montés, détache les tickets d'un carnet à souches récalcitrant, fouille dans ses poches pour trouver de la monnaie, ramasse les pièces tombées durant l'opération. Courbé sous le volant. Déplace de quarante cinq degrés le rétroviseur, pour se recoiffer à l'aide d'un peigne sans dents. Entreprenant de remettre, avec force contorsions, sa chemise défraîchie dans son pantalon. Passe un coup de chiffon graisseux dans l'angle le plus inaccessible du pare-brise. Puis, condescend sans enthousiasme, à regarder devant lui. Le bus reprend, l'espace d'une ligne droite, une trajectoire rectiligne. Ce qui surprend les automobilistes environnants et manque provoquer un accident. « Parada ! ». Le chauffeur tend l'oreille. « Parada ! ». Un passager inconséquent vient de réclamer l'arrêt. Le bus oblique brutalement vers le trottoir, bloque ses roues, et s'arrête en quelques mètres dans un hurlement de freins tourmentés. Devant la hargne bruyante de l'auto qu'il vient de coincer en se rabattant,

le conducteur manœuvre, en haussant les épaules, l'interrupteur du clignotant. Puis, redémarre en catastrophe alors que les feux commencent tout juste leur ballet intermittent sur la droite du véhicule. Ce qui provoque la protestation d'autres mauvais coucheurs. Qui s'étaient imprudemment aventurés sur la gauche. Ils se font traiter de « chauffeurs de brousse », de « muletiers de sierras ». Péripéties. Car le monde bascule soudain. La terre hoquette sur son axe et le souffle des générations suspend sa mesure à deux temps. Profitant d'une seconde de distraction, surgi on ne sait d'où, un bus concurrent dépasse dans une envolée de gaz d'échappements...

Il n'y a pas de place pour la pitié dans la guerre du centavo. Les chauffeurs peuvent se connaître, être amis devant une bière ou un verre d'*aguardiente*, s'ils se rencontrent à trois, au volant, dans la calle 68, ils sont ennemis. Chacun pense alors à prendre le passager de l'autre. C'est une lutte à mort. Un chauffeur salarié doit garantir à son patron un minimum de mille passagers par jour, c'est-à-dire quelques seize ou dix huit heures de volant. Le conducteur perçoit onze centavos par passager, quinze le dimanche. Au bout de ses mille passagers, il a gagné environ quinze de nos francs pour sa journée. Certaines entreprises décomptent cinquante pesos par quinzaine au chauffeur pour l'entretien du véhicule. Les entreprises profitent du chômage endémique pour avoir une armée de chauffeurs en réserve — jusqu'à mille sept cent — et relever régulièrement les moins rentables, ce qui permet en outre d'éviter de payer les prestations sociales. Seuls les plus rapides travaillent régulièrement. Alors, dans les rues encombrées de Bogota, c'est la course échevelée, la lutte impitoyable

des chauffeurs de la « guerre du centavo ».

la hantise de l'accident

Après une queue de poisson digne des légendes caraïbes, le concurrent vient de rafler, en freinant à mort devant notre capot encore en pleine vitesse, un groupe de voyageurs qui s'agitaient sur le bord du trottoir. Notre chauffeur blêmit. Il a des lettres.

— « *Nous avons perdu une bataille* », lance-t-il aux passagers tendus, « *mais moi je vous le dis, nous n'avons pas perdu la guerre. Attachez vos ceintures !* »

Il n'y a pas de ceintures. Les prières et les oraisons frémissent sur les sièges atterrés. On appelle Dieu en urgence et en PCV sur la « *carrera 10* ». Les monstres se lancent, épaule contre épaule, roue dans roue, haleine contre haleine. Les deux cars d'assaut, lancés à folle allure, avalent les encombrements et les recrachent sous forme de panique généralisée. De temps en temps, un hurlement de freins, et quelques passagers téméraires s'engouffrent dans les carcasses métalliques. Une fantastique partie de slalom (elle durera tout le jour et une bonne partie de la nuit) s'engage, couverte par les rugissements des moteurs survoltés. De chaque côté des vitres grasses, les passagers se regardent dans le blanc des yeux et se renvoient des signes de croix. D'autres monstres ferrailants, revenus de l'arrière à l'occasion d'un feu rouge inopportun, viennent se mêler à la lutte. C'est Le Mans puissance six. Avec des passagers qui ferment les yeux. La vague déferle d'avenue en rue, et de rue en avenue. En face, à pied, à cheval, en voiture, on se réfugie où on peut et on creuse des abris.

Un policier moins rapide que les autres est happé par le souffle des bolides, perd l'équilibre, et s'affale sur une voiture des deux saisons. (Il n'y a ni printemps, ni automne sous les tropiques). Les témoins éclatent de rire. Celui des rieurs qui court le moins vite se verra inculpé peu après pour outrage à agent. A la faveur d'un angle droit coupé à la corde, notre Fangio prend deux longueurs au Fangio concurrent. Par faiblesse, indigne d'un chauffeur véritable, ce dernier a légèrement levé le pied devant un groupe de religieuses qui traversait en priant à autre chose. Là-bas, sur le trottoir, il y a un passager potentiel qui fait de grands signes de bras. Dans un hurlement de chauffeur triomphant, notre bus de compétition coince méchamment son adversaire provisoirement vaincu et freine de toutes ses forces sur les pavés disjoints. L'autre doit se lever sur la pédale de freins pour éviter la collision...

La hantise du chauffeur, c'est l'accident. Après seize heures de volant, les réflexes sont moins sûrs, l'attention émoussée. Le salaire du chauffeur, son emploi même, sont fonction de sa rapidité. Alors, il doit foncer. Mais les accidents éventuels sont à sa charge. Il paie pour ses blessures, mais également pour les réparations du véhicule. D'ailleurs, pour commencer à travailler, il a dû faire à son patron un dépôt de garantie. Qui ne lui sera jamais remboursé. Devant les conditions inhumaines imposées, le danger, et la fréquence des accidents, il n'a qu'une idée fixe : s'inscrire à n'importe quel syndicat. Non pas pour revendiquer de meilleurs salaires, ou des conditions de travail décentes — les listes noires de chauffeurs contestataires ne sont pas faites pour les chiens — mais pour avoir droit, en cas d'accident mortel, à la « *prison des chauffeurs* », et éviter la prison ordinaire, confondu avec la pègre, dans des conditions encore pires que celles de son travail.

S'il obtient de bons résultats, on lui confiera un jour, le volant d'un autocar, et on le lancera, à travers montagnes et ravins, vallées et précipices, dans l'implacable compétition des compagnies au long cours. Il s'abrutira au volant, prendra continuellement des risques, et un jour, pour doubler un car concurrent, ratera son dernier virage, pour aller s'écraser dans quelque coin perdu de l'immense Colombie.

Dans ce pays où l'automobile individuelle n'existe que pour une minorité et où le transport en commun est roi, plus de trois mille personnes trouvent la mort, chaque année, sur les routes. Ce sont les victimes innocentes de l'implacable « guerre du centavo ».

Maurice LEMOINE



M. Lemoine

Les meilleurs chauffeurs sont ensuite lancés dans l'implacable compétition des compagnies au long cours

Dans les quatre dernières années, ont paru trois romans, œuvres de grands noms de la littérature latino-américaine, *El Otoño del Patriarca* de Gabriel Garcia Marquez, *Yo, El Supremo*, d'Augusto Roa Bastos, *El Recurso del Método*, d'Alejo Carpentier, dont les personnages centraux sont des dictateurs qui vivent dans la légalité quotidienne de l'outrance. Ces œuvres, suscitées sans aucun doute par la réalité contemporaine d'une Amérique Latine en proie à des gouvernements despotiques n'en peignent pas moins des exemplaires en voie d'extinction aujourd'hui. Les personnages qu'elles font revivre ne subsistent plus guère, et encore sous des traits affadis, qu'à Haïti, au Paraguay et au Nicaragua, où le front sandiniste mène la vie dure à la longue dynastie des Somoza.

Ce recours passéiste peut être en littérature garant de signification profonde. Ne permet-il pas d'approcher des climats et des mécanismes qui échappent au temps ? Mais c'est au grand détriment de l'histoire que la presse utilise ce même recours. A force de se baser sur les excès continus des généraux installés au pouvoir et d'insister sur l'instabilité chronique de leur position, prédisant sans cesse leur chute imminente, les journaux voudraient convaincre leurs lecteurs que le temps des tyrans traditionnels n'est pas révolu. Tout se passe comme si cette même presse sentait le besoin de cadenciser l'analyse, d'en conjurer les possibles dangers et craignait d'en devoir extrapoler les leçons. En confinant les faits et gestes des nouvelles dictatures latino-américaines dans le cadre d'une mémoire rompue aux stéréotypes « rétro », elle prend pour argent comptant ces décrets qui proclament l'« état d'exception ». L'exception n'est-elle pas synonyme de transitoire, d'éphémère ? L'exception ne protège-t-elle pas ces États contre le désir de durée, de permanence ? Au Brésil, cependant, cette exception se confirme depuis quatorze ans.

Les dernières années ont vu naître un autre type de régimes autoritaires. Après le Brésil, des pays comme le Chili, l'Uruguay, l'Argentine et la Bolivie viennent démentir le folklore des despotes, en instaurant de nouvelles formes de gouvernements militaires.

Le personnalisme du caudillo se trouve remplacé par une bureaucratie. L'institution militaire cesse de rester confinée au rôle d'arbitre des conflits qui surgissaient entre les diverses fractions de la bourgeoisie (sans jamais en éliminer aucune) à la mission de défendre le territoire national contre la menace ou la réalité de l'agression extérieure. Les forces armées prennent en main l'ensemble de l'appareil d'État qu'elles s'efforcent de mouler à leur image. L'institution militaire arrive au pouvoir. Les valeurs militaires se substituent aux principes civils d'organisation de la société. Les nouvelles normes qui président à cette restructuration ont été codifiées dans une doctrine, la *doctrine de la sécurité nationale*, une doctrine de guerre qui a pour premier effet d'identifier le camp des amis et le camp des ennemis, élaborant vis-à-vis des uns et des autres des modes d'approche stratégiques.

Cette doctrine fonde le nouvel État, l'État militaire, et consacre les changements intervenus dans le rapport que les forces armées entretiennent avec le reste de la société.

A.M.



DOSSIER

**“LA SECURITE
NATIONALE”**

LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ NATIONALE DÉCLARER LA GUERRE TOTALE

Celui qui a le plus contribué à l'élaboration de cette doctrine de la sécurité nationale est sans nul doute le Général Golbery do Couto e Silva, actuellement conseiller du Président Geisel et fondateur du Service national de renseignements brésilien, appareil d'intelligence militaire, clef de voûte de la politique de sécurité intérieure. Dès les premières pages de son traité de géopolitique, *Géopolítica do Brasil*, publié en 1967 à Rio de Janeiro, mais conçu sous forme d'articles dès la fin des années 50, il précise la nouvelle notion de guerre : « *De strictement militaire la guerre est devenue une guerre totale, une guerre tout autant économique, financière, politique, psychologique et scientifique qu'une guerre d'armée, de flotte et d'aviation ; de la guerre totale à la guerre globale et de la guerre globale à la guerre indivisible, et pourquoi ne pas le reconnaître, à la guerre permanente* ». Golbery ajoute — qui ne le croirait — une guerre apocalyptique. En redéfinissant la guerre, il redéfinit du même fait le champ de la compétence militaire.

Cette guerre est totale parce qu'elle concerne tous les individus : « *les hommes de toutes latitudes, de toutes races, de tous âges, de toutes professions et de toutes croyances* ». Elle est totale parce qu'elle efface la vieille distinction entre civil et militaire : dans ce champ de bataille que devient la société, tout individu se trouve dans un des deux camps en présence. Elle est totale parce que les fronts de lutte et les armes utilisées appartiennent à tous les niveaux de la vie individuelle et collective, et que cette guerre remplit tous les interstices. Les armes sont de toute nature : politiques, économiques, psycho-sociales, militaires. Elles comprennent aussi bien les négociations diplomatiques, les jeux d'alliance ou de contre-alliance, les accords ou les traités avec leurs clauses publiques ou secrètes, les sanctions commerciales, les prêts consentis, les investissements, l'embargo, le boycott, le dumping que la propagande ou la contre-propagande, les slogans à usage interne ou externe, les méthodes de persuasion, de chantage, de menace et même de terreur. Cette guerre est totale parce que la distinction entre temps de paix et temps de guerre disparaît, que la guerre devient permanente. La guerre froide domine l'antagonisme irrémédiable entre l'Occident chrétien et l'Orient communiste. Elle est globale parce que toutes les valeurs qui ont fondé cette civilisation occidentale, qui en ont fait le berceau de la liberté, sont en jeu.

UNE GUERRE TOTALE

A la faveur de la guerre totale se manifeste une volonté de rapprochement entre le Cône Sud latino-américain et le Cône sud-africain qui, dans cette période de détente (qu'ils font grief à la métropole d'entretenir) entendent relever le gant de la guerre froide. L'anticommunisme a trouvé dans ce rapprochement ses nouveaux croisés. Appelant sur un ton apocalyptique à la défense de l'héritage de la civilisation occidentale et chrétienne, le général argentin Alberto Marini, un des spécialistes en stratégie du régime actuel proclame : « *Si l'Occident ne se porte pas au secours de l'Afrique du Sud... c'en est fait de cette région. Si on la laisse succomber sans aide, on perdra fatalement le contrôle de l'Océan Indien et en moins d'une décennie, l'Europe sera devenue communiste. Ensuite viendra le tour de notre Amérique et c'est alors que nous nous lamenterons sur nos erreurs passées, qu'il ne sera plus possible de réparer.* »

A guerre totale, réponse totale. Pour faire face à la guerre, il est nécessaire de mobiliser les forces vives de la nation, d'intégrer

à la lutte ce potentiel que Golbery dénomme **pouvoir national**. Ce pouvoir national, ce sont toutes les ressources physiques et humaines dont dispose chaque nation, toute sa capacité spirituelle et matérielle, la totalité des moyens économiques, politiques, psycho-sociaux et militaires.

Dans la perspective de cette doctrine, il est de la responsabilité de l'État et de chaque citoyen d'accumuler le plus de forces possibles pour vaincre l'ennemi : « *maximiser le Pouvoir National face aux exigences imposées par le fantôme de la guerre qui nous poursuit, est un devoir que ne peuvent esquisser les nations soucieuses du futur qui approche à pas de géant* ».

Un flot de concepts découle, de la manière la plus mécaniste qui soit, de cette définition totalitaire de la guerre. Ils ont nom : objectifs nationaux, projet national. Tous codifient et hiérarchisent les buts, les intérêts, les aspirations de l'État militaire. Au sommet de ces objectifs, se confondant avec le concept de stratégie totale, se situe la **politique de sécurité nationale**, érigée en valeur absolue et ne reconnaissant aucune limite.

L'INTERDÉPENDANCE REMPLECE L'INDÉPENDANCE

Le Maréchal Castelo Branco était, pour sa part, beaucoup plus direct lorsqu'il définissait en 1967 la notion de Sécurité Nationale en la comparant avec celle, traditionnelle, de défense nationale :

« *Le concept traditionnel de défense nationale met l'accent sur les aspects militaires de la sécurité, et par conséquent, insiste sur les problèmes d'agression extérieure. La notion de sécurité nationale est plus totalisante. Elle comprend la défense globale des institutions, considère les aspects psycho-sociaux, la préservation du développement et de la stabilité politique interne. En outre, le concept de sécurité, beaucoup plus explicite que celui de défense, tient compte de l'agression intérieure, matérialisée dans l'infiltration et la subversion idéologique, et aussi dans les mouvements de guérilla, toutes formes de conflits beaucoup plus probables que l'agression extérieure.* »

La colonisation de tous les secteurs de la société par cette politique finit par établir une équivalence entre les notions de développement et de sécurité.

Mais cette équivalence s'inscrit dans le cadre d'une conception géopolitique néocoloniale bien précise, qui redéfinit le concept de souveraineté nationale en le situant dans un jeu d'alliances nécessaires et naturelles, comme celle, par exemple, fondamentale, qui lie ces pays aux États-Unis. La notion d'inter-dépendance vient ainsi pondérer la rhétorique nationaliste. « *La conception, rigide, orthodoxe, de la souveraineté nationale* », affirmait en 1965 le Ministre brésilien des Affaires Étrangères, « *a été formulée à une époque où les nations ne se considéraient pas comme faisant partie d'une communauté qui avait les mêmes objectifs et les mêmes responsabilités vis-à-vis de ces derniers... Les frontières géographiques entre les pays américains sont dépassées : le caractère critique du moment exige le sacrifice d'une partie de notre souveraineté nationale. L'interdépendance doit remplacer l'indépendance* ».

L'abandon de la notion d'indépendance nationale n'est pas le seul sacrifice requis pour vaincre l'ennemi. Les états militaires du Cône Sud ont consacré l'expression de **coût social** et en ont imposé la nécessité. La totalité de l'effort politique, économique, culturel et militaire, exige de la totalité de la population, soumise aux mêmes dangers, les mêmes sacrifices, les mêmes renoncements à des libertés, pour beaucoup séculaires, au profit de l'État, ce « seigneur tout puissant de la guerre ». « *Sécurité et bien-être, et sur un plan supérieur, sécurité, liberté, sont des dilemmes déci-*

sifs auxquels l'humanité a toujours dû faire face, mais jamais comme aujourd'hui, dans des circonstances aussi dramatiques et impérieuses » (Golbery).

LA PERMANENCE DE L'ÉTAT D'EXCEPTION

Cette doctrine qui préside à l'éclatement de l'État démocratique et républicain, renversant l'équilibre des pouvoirs établis par la constitution, s'exprime dans la réalité par l'hégémonie que prend l'appareil militaro-policié, dans l'ensemble de l'appareil d'État. Le pouvoir exécutif passe aux mains d'un conseil de sécurité nationale dont dépendent directement les services de renseignements, ces polices dites politiques, qui ne répondant qu'au chef de l'État, exercent en fait le pouvoir de contrôle sur tous les organes de l'État. Le pouvoir législatif, s'il n'est pas l'objet d'un ostracisme pur et simple, devient un élément décoratif et le pouvoir judiciaire ne peut plus se saisir que de cas sans importance, puisque les juridictions d'exception veillent sur l'ordre de la sécurité nationale. Le passage désormais classique à un État de droit nouveau est précisément ce que justifient ou tentent de justifier les expressions **état d'exception**, **état de guerre**, **état de siège** ou **état d'urgence**. Cette législation supra-constitutionnelle qui rend permanent l'état d'exception élimine ou contrôle les partis, la presse, les syndicats, annule tous les droits sociaux, politiques, civils fondamentaux. Elle permet également de réorganiser l'éducation et de la mettre au service des **objectifs nationaux**.

L'Américan way of war



DE L'ARMÉE PRUSSienne A LA « GRANDE MUETTE »...

L'histoire de la dépendance idéologique et technique que les armées latino-américaines ont entretenue à l'égard des puissances étrangères est loin d'être univoque. Pinochet n'est pas seulement l'aboutissement des enseignements du Pentagone. Il suffit de parcourir le cours qu'il dictait à l'Académie de Guerre de Santiago et qui sera publié par la suite sous forme de livre (sous le titre de *Geopolitica*) pour se persuader des influences directement nazies. qui l'ont marqué et avec lui nombre des officiers de son âge.

La Doctrine Monroe (1823) reconnaissait certes la nécessité pour la sécurité nationale des États-Unis d'empêcher toute puissance extra-continentale de mettre le pied dans l'hémisphère. Ce n'est cependant qu'à la veille de la seconde guerre mondiale que les États-Unis s'approchèrent de leurs voisins pour constituer un système multinational de défense. Avant cette date, les forces armées US ne maintenaient de relations continues qu'avec la marine du Brésil et du Pérou, à travers une mission navale entretenue, par dérogation spéciale du Sénat américain, non point par les États-Unis mais par le pays hôte ! La première mission militaire sera installée en Colombie en 1938. La zone des Caraïbes et du Canal de Panama aura le triste privilège d'être intégrée dès le début du siècle au système de défense de la métropole. Cette alliance géographique naturelle leur vaudra de voir se succéder nombre d'expéditions punitives.

En l'absence des militaires nord-américains, ce seront leurs collègues européens qui assureront les missions d'entraînement et de formation des officiers et soldats latino-américains. Le Chili fut le premier pays de l'hémisphère (1890) à moderniser et professionnaliser son armée en faisant appel aux services du capitaine de l'armée prussienne, héros de la guerre franco-prussienne, Emil Körner.

Dans les mêmes années, séduite par les brillants résultats de son voisin transandin, l'Argentine fit elle aussi appel à une mission allemande, rapidement imitée par la Bolivie et l'Uruguay où l'influence allemande sera toutefois pondérée par l'apport de missions françaises. Le rythme de ces missions, qui ira de pair avec la modernisation de l'armée, connaîtra une recrudescence après la première guerre mondiale. Les militaires latino-américains sont désireux de s'appropriier des innovations qui ont fait leur preuve lors du grand conflit. Mais ce facteur n'a pas autant joué que la pression exercée par le désir de professionnaliser l'armée, qui animait de vastes secteurs émanant des classes moyennes en expansion, qui souhaitaient y faire une carrière non soumise aux règles de l'arbitraire. La France se retrouvera au Pérou, au Guatemala et au Brésil.

Dès ces années, au seuil de leur professionnalisation, certaines armées latino-américaines manifestent s'être interrogées sur le rapport du politique et de l'institution militaire. L'appel fait à certaines métropoles plutôt qu'à certaines autres épouse les lignes de ce débat. Le Brésil, désirant mâter la contestation de certains groupes de lieutenants peu enclins à accepter les idées d'apolitisme et de neutralité militaire rapportées d'Allemagne par leurs collègues, fit appel à une mission française. Et ce choix fut loin d'être innocent. Comme le note un sociologue brésilien, il était inspiré par l'idée que l'exemple de la « grande muette » pourrait faire de l'armée un instrument docile dans les mains des gouvernants¹. A peine arrivée, la mission française assista à deux vagues de contestation révolutionnaire.

Les Italiens de Mussolini formeront l'armée de l'air du Venezuela, qui auparavant avait fait appel, tout comme le Paraguay, l'Équateur et la Colombie, au concours des Allemands. Les Chiliens exporteront, à leur tour, l'idéologie et l'organisation

D.R.

UNE ECONOMIE DE CRISE

Une crise mondiale de l'accumulation du capital, comme celle que nous traversons, exige une réorganisation, non seulement de l'économie mondiale, mais encore de la structure sociale, politique et idéologique, à l'échelle du monde et des nations. Une telle restructuration est en train de se produire en Europe, en particulier en Allemagne. Seule l'Angleterre qui a vu s'effriter son hégémonie au cours des crises précédentes, semble y échapper.

Faisons un peu d'histoire. Nous savons que les crises économiques ont dans le passé entraîné de profonds changements dans le monde. Celle de 1873 fut l'antichambre de l'impérialisme, forme qu'adopta le capitalisme pour sortir de la crise d'accumulation qu'il traversait et qui déboucha sur l'impérialisme d'une part et le capitalisme monopoliste de l'autre. Il s'agissait là d'un grand changement qualitatif dans la division internationale et intersectorielle du travail. La grande crise de ce siècle (1930-1940) provoqua un changement non moins important. Elle entraîna une radicalisation de la lutte des classes telle que surgirent dans plusieurs pays des gouvernements de front populaire, ou en réaction, les limites supportables pour la bourgeoisie ayant été dépassées, des régimes fascistes. En période de crise économique, de grand changements politiques se produisent, suscités par la problématique que cette crise engendre sur le plan politique. Mais à la base de ces changements politiques, se trouve la nécessité d'une modification de la division internationale du travail. C'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui.

Quand on veut parler du Tiers-Monde et de l'Amérique latine, pourquoi faire d'abord référence aux métropoles impérialistes ? Parce que pour bien comprendre ce qui se passe dans l'un, il faut d'abord comprendre ce qui se passe dans l'autre. La crise économique affecte la division internationale du travail non seulement entre les pays développés, mais aussi entre les pays sous-développés (au point que l'on parle aujourd'hui du Quart-Monde, de Cinquième-Monde, etc.).

LES ECONOMIES INTERMÉDIAIRES OU SOUS-IMPÉRIALISTES : LE CAS BRÉSILIEN

Les pays du Tiers-Monde qui, grâce à la crise antérieure et au développement de l'après-guerre, ont bénéficié d'un certain développement industriel, sur la base de ce qu'on appelle la substitution des importations, se sont, dans une certaine mesure, transformés en économies que l'on pourrait qualifier d'*intermédiaires* ou de *semi-périphériques* et que, depuis l'expérience brésilienne, on appelle *sous-impérialistes*. Ces pays participent déjà d'une façon différente à la division internationale du travail, à travers l'exportation non plus seulement de matières premières ou de produits manufacturés simples, mais de produits provenant de l'industrie lourde et, fait très significatif, de l'industrie de l'armement.

Tel est le cas du Brésil où l'accumulation du capital ne repose plus depuis longtemps sur la production de biens de consommation simples, mais sur le secteur producteur des moyens de production (en terminologie marxiste : le secteur I de l'économie). Ce pays participe déjà à l'exportation de ces produits dans d'autres parties du monde. C'est aussi,

jusqu'à un certain point, le cas du Mexique.

D'autres économies intermédiaires du Tiers-Monde, plus ou moins industrialisées, ont essayé de s'insérer dans la division internationale du travail, selon le modèle brésilien. C'est par exemple le cas de l'Argentine. En Argentine cependant, ce modèle n'a pas encore réussi à s'imposer, car la bourgeoisie n'ayant pu briser le pouvoir du mouvement ouvrier, la rentabilité et la compétitivité exigées par le marché mondial n'ont pu être atteintes... La spécialisation croissante des économies intermédiaires et sous-impérialistes dans la production des armes est un fait digne d'être souligné. Il ne s'agit pas ici de la production de mitraillettes ou de pistolets mais d'un armement plus lourd et plus moderne : avions, fusées, appareillage électronique. Cette production n'est pas seulement destinée au marché interne, mais aussi à l'exportation (près de la moitié des exportations israéliennes de produits industriels sont des biens d'équipement militaire).

QUARANTE ANS EN ARRIERE POUR LE CHILI ET L'ARGENTINE

D'autres économies du Tiers-Monde qui, dans le passé, s'inséraient dans la division internationale du travail à travers l'exportation de matières premières minérales et agricoles, la pratique aujourd'hui sous une forme différente. Les multinationales de l'*agribusiness* sont à l'offensive dans plusieurs pays qu'elles prétendent consacrer à la production agricole, alimentaire et industrielle, pour les marchés extérieurs. Un pays comme le Chili, qui avait atteint une certaine industrialisation à base de substitution des importations, est en train de se désindustrialiser. Il revient à la spécialisation dans la production de matières premières. La junte militaire donne la priorité à l'exportation des ressources et réorganise l'économie et l'agriculture pour y parvenir. Elle a partiellement atteint son but. Malgré l'existence de deux zones libres, personne ne s'est jusqu'à présent risqué à investir au Chili dans la production industrielle. L'industrie déjà existante, faute de marché interne, s'oriente vers l'exportation.

Le gouvernement argentin essaye d'appliquer une politique semblable. Faisant fi de quarante ans de substitution des importations, il revient au modèle économique et politique d'avant la grande crise des années trente. L'Argentine se consacrait alors exclusivement à l'exportation de matières premières agricoles : le blé et le bétail. Mais en Argentine, deux phénomènes semblent se superposer. Le régime essaye d'accroître les exportations pour s'insérer sur le marché mondial, et par ailleurs tente de discipliner la classe ouvrière. Cette tentative, jusqu'ici un échec, le conduit en désespoir de cause, à amener l'industrie à un degré de paralysation tel qu'il arrive à briser le pouvoir politique de cette classe.

S'il atteint son objectif, nous verrons alors, peut-être, l'Argentine rentrer dans la division internationale du travail, en tant qu'exportateur de produits manufacturés. Chose aujourd'hui impossible, la main d'œuvre étant trop chère et les conditions actuelles n'invitant aucun homme d'affaires sain d'esprit à faire des investissements industriels dans ce pays.

LA CONTRIBUTION DES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS A LA SOLUTION DE LA CRISE

La crise conduit le capital à imposer aux pays métropolitains des politiques d'austérité afin d'élever le taux de profit et le niveau de l'investissement. Les pays sous-développés sont

fortement conviés à collaborer à cette œuvre. On leur demande la plus grande contribution de plus-value moyennant une plus grande exploitation qui devient une super-exploitation.

Sur le plan économique, cette exigence se traduit par les déficits de la balance des paiements et l'accroissement des mesures d'austérité. Sur le plan politique, la crise d'accumulation conduit à la radicalisation des affrontements de classes et des luttes pour la libération nationale. Ces dernières ont été

*Il aima cette fois-là comme si c'était la dernière
Il embrassa sa femme comme si c'était la dernière
Chacun de ses enfants comme s'il était unique
Et traversa la rue de son pas timide.*

*Gravit la construction comme s'il était machine
Éleva de l'échaffaudage quatre murs solides
Brique par brique en un dessin magique
Les yeux embués de ciment et de larmes.*

*Il prit un peu de repos comme si c'était samedi
Mangea ses haricots comme s'il était un prince
Il but et sanglota comme s'il naufrageait
Il dansa en riant comme s'il écoutait de la musique.*

*Il culbuta dans le ciel comme s'il était ivre
Il fluctua dans l'air comme s'il était oiseau
Et il finit par terre tel un paquet fragile
Puis il agonisa en pleine voie publique*

Il mourut en sens interdit, gênant le trafic.

*Il aima cette fois-là comme s'il était le dernier
Il embrassa sa femme comme si elle était unique
Chacun de ses enfants comme le fils prodigue
Et traversa la rue de son pas ivre.*

*Gravit la construction comme s'il était solide
Éleva de l'échaffaudage quatre murs magiques
Brique par brique en un dessin logique
Les yeux embués de ciment et de trafic.*

*Il prit un peu de repos comme s'il était un prince
Mangea ses haricots comme s'il était le plus grand
Il but et sanglota comme s'il était machine
Il dansa en riant comme s'il était le prochain.*

*Il culbuta dans le ciel comme s'il écoutait de la musique
Il fluctua dans l'air comme si c'était samedi
Et il finit par terre tel un paquet timide
Puis il agonisa en pleine voie naufrage*

Il mourut en sens interdit, gênant le public.

*Il aima cette fois-là comme s'il était machine
Il embrassa sa femme comme s'il était logique
Éleva de l'échaffaudage quatre murs fragiles
Prit un peu de repos comme s'il était oiseau
Il fluctua dans l'air comme s'il était un prince
Et il finit par terre tel un paquet ivre.*

Il mourut en sens interdit, gênant le samedi.

Chico BUARQUE
Traduction de Régine MELLAC

couronnées de succès dans certains pays du Tiers-Monde, comme l'Indochine, ou de succès relatifs comme en Angola et au Mozambique et peut-être en Ethiopie, ce qui est chaque jour plus douteux. Il s'agit là d'exceptions, car la règle générale en usage dans le Tiers-Monde est un retour à la droite réactionnaire et répressive. La raison principale en est, au-delà de la radicalisation de la lutte des classes, la crise économique mondiale et le changement dans la division internationale du travail.

Ce changement se traduit au niveau du Tiers-Monde par une promotion et une intensification des exportations : moyens de production (biens de capitaux) pour les économies intermédiaires sous-impérialistes (le Brésil exporte, par exemple, des moteurs Volkswagen, aux USA) ; produits manufacturés dans le cas de Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud ou Malaisie ; produits agricoles dans les autres pays.

Cette politique est différente de celle de substitution des importations (on substituait par exemple l'importation de textiles à celle de machines pour les produire). Ces textiles devaient être vendus sur le marché intérieur, ce qui supposait une certaine demande et donc une certaine distribution de revenus, afin qu'une partie des producteurs de biens manufacturés puissent les acquérir. Ceci constitua la base économique des alliances politiques de type nationaliste populiste (péronisme, cardénisme, varguisme, etc.) entre la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et au moins une partie du mouvement ouvrier organisé.

La politique de promotion des exportations fait exactement le contraire. Quand on produit pour l'extérieur et non pour le marché interne, la demande interne est sans intérêt. La dynamique appartient toute entière à la demande extérieure. La chose la plus importante est le coût de production qui doit, évidemment, être le plus bas possible. Il existe d'ailleurs une concurrence entre les pays sous-développés pour réduire ce coût, afin d'être le mieux placé dans la compétition internationale. Cette exigence entraîne une réduction des salaires et un accroissement de l'exploitation, couverts par une alliance politique distincte de la précédente. Dans cette alliance, un secteur de la bourgeoisie monopoliste lié au grand capital international produit chaque fois plus pour le marché extérieur, sans développer un capital orienté vers le marché interne, tendant même au besoin à l'éliminer comme au Chili. Il n'y a donc plus de base économique pour les alliances nationalistes de type populiste ; seule s'impose la nécessité d'opprimer la classe ouvrière, voire une fraction de la bourgeoisie.

LES DIFFÉRENTES FORMES DE LA SUPER-EXPLOITATION

La super-exploitation prend plusieurs formes. Tout d'abord, le capital ne paye pas au travailleur un salaire lui assurant la reproduction de sa force de travail, cette reproduction devant alors s'effectuer, parfois, à partir du secteur dit non-capitaliste. Cette force de travail s'intègre également au cycle d'accumulation des économies centrales à travers le modèle désormais classique de l'émigration. Ce fut le cas en Afrique du Sud, et dans un certain sens, en Europe avec l'émigration espagnole, italienne, portugaise, etc. Il s'agit là de travailleurs qui peuvent être facilement expulsés du marché quand la conjoncture le demande, ou même être mis au rebut quand leur rendement est insuffisant.

La super-exploitation se caractérise aussi par l'intensification du travail à travers l'allongement des horaires. En Allemagne, par exemple, la moyenne d'heures travaillées par an

est de 1.700-1.880 ; en Corée du Sud, de 2.800 ; en Malaisie, de 2.500. Il s'agit ici de moyennes. Il est fréquent de trouver en Corée du Sud, des ouvriers qui travaillent soixante, soixante-dix et même quatre-vingt quatre heures hebdomadaires. Douze heures par jour, sept jours par semaine jusqu'à la mort ou la perte de la capacité de travailler. Dans ce cas, on les met au rebut et on les remplace par d'autres capables de suivre le rythme. Cette intensification du travail se traduit aussi par l'accroissement du rendement par heure de travail. Cela a évidemment une influence sur le taux d'accidents du travail qui constitue un indice de super-exploitation. Au Brésil, par exemple, en 1971, les accidentés du travail représentaient 18 % de la population économiquement active assurée. En 1972, 19 % ; en 1973, 20 % ; en 1974, 21 à 22 %. Parmi ces accidents, la proportion de cas mortels croît à un rythme accéléré. Les raisons en sont simples : les employeurs ne prennent pas de mesures de sécurité (cela ne les intéresse pas) et les travailleurs ne bénéficient ni du repos, ni de l'alimentation ou de l'attention nécessaires pour les éviter (extension de l'horaire et accroissement de l'intensité du travail). 20 à 25 % d'accidents du travail en moyenne signifie que tout ouvrier travaillant quatre ans doit statistiquement s'attendre à être victime d'un accident suffisamment grave pour être enregistré par les services statistiques gouvernementaux. De nombreux indices permettent de penser que le nombre d'accidents du travail est beaucoup plus élevé.

Enfin, la super-exploitation se manifeste par une baisse du salaire réel. Au Brésil, cette baisse a été de 40 % depuis le coup d'état militaire. En Argentine, de 40 % en moins d'un an. Le salaire réel avait déjà baissé avant le coup d'État militaire qui n'a fait que renforcer le processus de récession économique et politique antérieur. Depuis 1975, la réduction du salaire réel doit se situer autour de 60-70 %. Au Chili, les chiffres sont comparables à ceux de l'Argentine (plus de 50 % depuis le coup d'État), les salaires réels se trouvant 28 à 30 % en dessous de leur niveau de 1972.

Pour réussir ce type de super-exploitation, il faut évidemment un régime politique qui le permette.

LA NÉCESSAIRE MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ

La répression, d'abord conjoncturelle, puis chaque fois davantage structurelle, suppose la construction d'un appareil d'état politique et économique, basé sur une alliance de classes, qui permette l'intégration des pays sous-développés dans la division internationale du travail. Cette sorte d'État devient, chaque jour davantage, ce qu'on pourrait appeler un État *technocratico-militaire* (d'autres parlent d'États *post-coloniaux*, *capitalistes bureaucratiques* ou, avec moins de raison, *semi* ou *néo-fascistes*). Les régimes des juntes militaires de Pinochet ou de Videla en sont les exemples les plus connus. Ils ne sont pas les seuls. Cette tendance technocratico-militaire peut être observée dans pratiquement tout le monde sous-développé. Il s'agit là d'un état répressif fondé principalement sur les forces armées où le commandement militaire devient la colonne vertébrale de l'État, avec un parti militaire unique, donnant lieu à une quasi totale militarisation de la société.

André GUNDER FRANCK
extraits d'un rapport présenté
à la semaine latino-américaine organisée
par la Fédération des Étudiants, Belgrade
7-14 novembre 1977

institutions et vie politique

de l'armée prussienne, en devenant instructeurs dans des pays comme le Nicaragua et le Salvador. Leur Académie de Guerre de Santiago, fondée par Korner, ouvrira ses portes aux officiers de tout l'hémisphère sud.

... PUIS A L'ÉCOLE DES AMÉRIQUES

La lutte contre les puissances de l'Axe remet en question ces alliances. La seconde guerre mondiale consacre l'heure de la stratégie. Dès 1938, un comité de liaison permanent est créé entre la métropole des États-Unis et les républiques latino-américaines. Il met en pratique les « principes de solidarité et de coopération inter-américaines ». Ses objectifs précis : éliminer la menace de subversion nazie dans l'hémisphère occidental, utiliser le potentiel militaire du sous-continent à des fins défensives, utiliser les bases navales et aériennes comme relais contre l'ennemi, permettre aux États-Unis un accès direct aux matières premières nécessaires à la guerre, et enfin veiller à la stabilité de chaque pays pour éviter qu'il ne devienne terrain de subversion. En 1941, des missions militaires sont installées dans toutes les capitales latino-américaines où elles assurent la liaison permanente entre les forces armées locales et celles des États-Unis et la formation de certains officiers. D'autre part, le *Land Lease Act* permet l'envoi de matériel américain dans l'hémisphère sud. En 1942, est fondé le premier maillon d'une structure inter-américaine, la *Junte Inter-Américaine de Défense* (*Interamerican Defense Board*). Elle est composée de militaires de haut rang de chacune des vingt et une républiques d'Amérique Latine.

Entre les années 1943 et 1945, les premiers militaires latino-américains viennent suivre les cours de l'école établie dans la zone du canal de Panama. Quatre-cent vingt-trois élèves, venant de onze pays, défilèrent pendant ces années. La collaboration inter-américaine ne déclencha pas un accord unanime. Le Brésil enverra bien une force expéditionnaire pour accompagner la cinquième armée américaine en Italie ; mais le Chili et l'Argentine, par exemple, où se sont entre temps créés des partis nazis, observeront une attitude très cauteleuse.

A la fin du second conflit mondial, la guerre froide renforce l'alliance permanente. Le maintien de la sécurité de l'hémisphère devient une affaire de responsabilité partagée, face à un ennemi commun : la menace communiste.

C'était la victoire du principe de l'intervention. Deux lois votées aux États-Unis scelleront le pacte militaire États-Unis/Amérique Latine : la loi d'Aide Réciproque pour la Défense (1949) et celle de la Sécurité Mutuelle (1951). C'est par ce biais, grâce à des accords bilatéraux, qu'afflueront experts, matériel et que pourront se familiariser avec une armée « moderne » les officiers et sous-officiers latins.

POUR APPRENDRE L'« AMERICAN WAY OF WAR »

Les mécanismes de la dépendance idéologique et matérielle s'affinent au fil des années. Les organismes inter-américains découvriront des formules de plus en plus souples pour intégrer les armées latino-américaines à la défense du continent. L'armée de terre, l'aviation, la marine auront leur réseau propre de coopération mutuelle. En 1949, est établie dans la zone du canal de Panama, l'école de Fort Gulick (*U.S. Army Caribbean School*) qui à ses débuts forme surtout des militaires américains en partance vers les territoires où est engagé l'Empire. Pendant la première année, cette école formera sept cent quarante trois nord-américains contre cent quatre vingt quinze latino-américains.

Quatre ans à peine après, la majorité des étudiants viennent d'Amérique Latine et en 1956 toute l'instruction en langue anglaise est éliminée. Seuls, le Mexique, Haïti et Costa-Rica resteront en marge de ce système de formation. Ceci n'empêche pas que certains pays latino-américains installent à demeure des centres d'études supérieures où commencent à s'élaborer les rudiments d'une doctrine militaire apparemment autochtone. L'Argentine crée en 1943 le *Centro de Altos Estudios del Ejército Argentino* ; le Brésil, la *Escuela Superior de Guerra* (baptisée pompeusement « Sorbonne militaire ») en 1949 ; et le Pérou, le *Centro de Altos Estudios Militares* en 1950.

Malgré ce quadrillage serré, la révolution cubaine triomphe et ce triomphe marque le début d'une autre étape qui aura pour principal objectif de mettre sur pied un appareil militaire efficace contre un nouveau type d'ennemis, les guerillas, les ennemis intérieurs. Symbole de ce changement : l'*US Caribbean School* se métamorphose en l'*US Army School of the Americas*. La pratique et la théorie de l'entraînement changent, même si cette école continue à sensibiliser davantage les élèves à l'anti-communisme qu'à la démocratie.

LES CRIMES CONTRE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Le Décret-loi dit de Sécurité Nationale, établi en 1969, constitue encore aujourd'hui au Brésil le texte fondamental du régime, dont se sont inspirés d'autres états militaires latino-américains.

L'article 16 définit un des crimes contre la sécurité nationale, celui de propagande illégale : *divulguer par tout moyen de communication sociale une nouvelle fautive ou tendancieuse, ou bien un fait réel, mais tronqué ou déformé de façon à susciter ou tenter de susciter un malaise contre le peuple et le gouvernement.*

Dans l'article 34, est déclaré acte de subversion : *le fait d'offenser moralement une autorité par esprit de faction et de non-conformisme social.*

L'article 45 définit en ces termes la propagande subversive : *l'utilisation de tout moyen de communication sociale, journaux, revues, périodiques, livres, bulletins, tracts, radio, télévision, cinéma, théâtre, et de tout moyen de même genre comme véhicules de propagande de guerre psychologique adverse, ou de guerre révolutionnaire ou subversive... Les réunions sur les lieux de travail... La constitution de comités, de réunions publiques, défilés, ou manifestations... de grèves interdites... l'injure, la calomnie ou la diffamation touchant l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions...*

Un nouvel élément vient s'ajouter dans la filière du perfectionnement des officiers supérieurs. En 1962, est créé à Washington le Collège Inter-Américain de Défense (*Interamerican Defense College*) sur le modèle de l'*US National War College* et du Collège de la Défense de l'*OTAN*. Le directeur de cette nouvelle institution est un officier des États-Unis et le sous-directeur un membre des forces armées latino-américaines.

Autour de ces écoles principales, des écoles périphériques, non moins décisives dans la formation d'une mentalité militaire à l'échelle du continent, telles ces écoles de Fort Bragg où fonctionnent l'*École de Guerre Psychologique* de l'armée des États-Unis et le fameux Centre de Guerre Spéciale (*US Army Special Warfare Center*) où a été inauguré en 1962 le nouveau cours de contre-

insurrection pour lequel le Pentagone avait expressément autorisé l'usage de « matériel d'endoctrinement anti-communiste », en signalant que l'*« apprentissage technico-militaire perdrait une grande partie de son impact s'il s'effectuait dans un vide idéologique »*.

sont mis en place, comme la Conférence Annuelle des Armées Américaines, instituée en 1960, qui réunit les États-Majors latino-américains et les officiers du Pentagone et au cours de laquelle s'est pour la première fois discutée la question du rôle de l'armée dans la société contemporaine. Les grandes manœuvres conjointes, type opérations *Unitas*, qui convoquent chaque année depuis 1960 la US Navy et les flottes latino-américaines, terminent cette séquence d'exposition aux valeurs et aux enseignements de l'*american way of war*.

Le temps venu, ces mêmes normes qui ont présidé à la modernisation des armées latino-américaines présideront également à celle des polices et se traduiront par leur militarisation et leur embrigadement dans la lutte contre la subversion. Dan Mitrione, exécuté en Uruguay par le mouvement Tupamaros, en fut la victime expiatoire.

Depuis 1962, l'*Office of Public Safety* (OPS), une division de l'*AID* (*US Agency of International Development*) et l'*Interamerican Police Academy* qui changea plus tard son nom en *International Police Academy*, fournissent aux polices du Tiers Monde, dans la métropole ou sur le terrain, une assistance technique et leur parachutent des équipements tels que radios, unités mobiles, ordinateurs. Sous l'égide des *Public Safety Programs*, les États-Unis ont ainsi aidé à former de par le monde plus d'un million de *policemen*. Rien qu'au Brésil, plus de cent mille policiers sont passés par leurs salles de classe, où la pratique de la torture fait autant partie de la théorie de l'information que les dernières méthodes de contre-propagande.

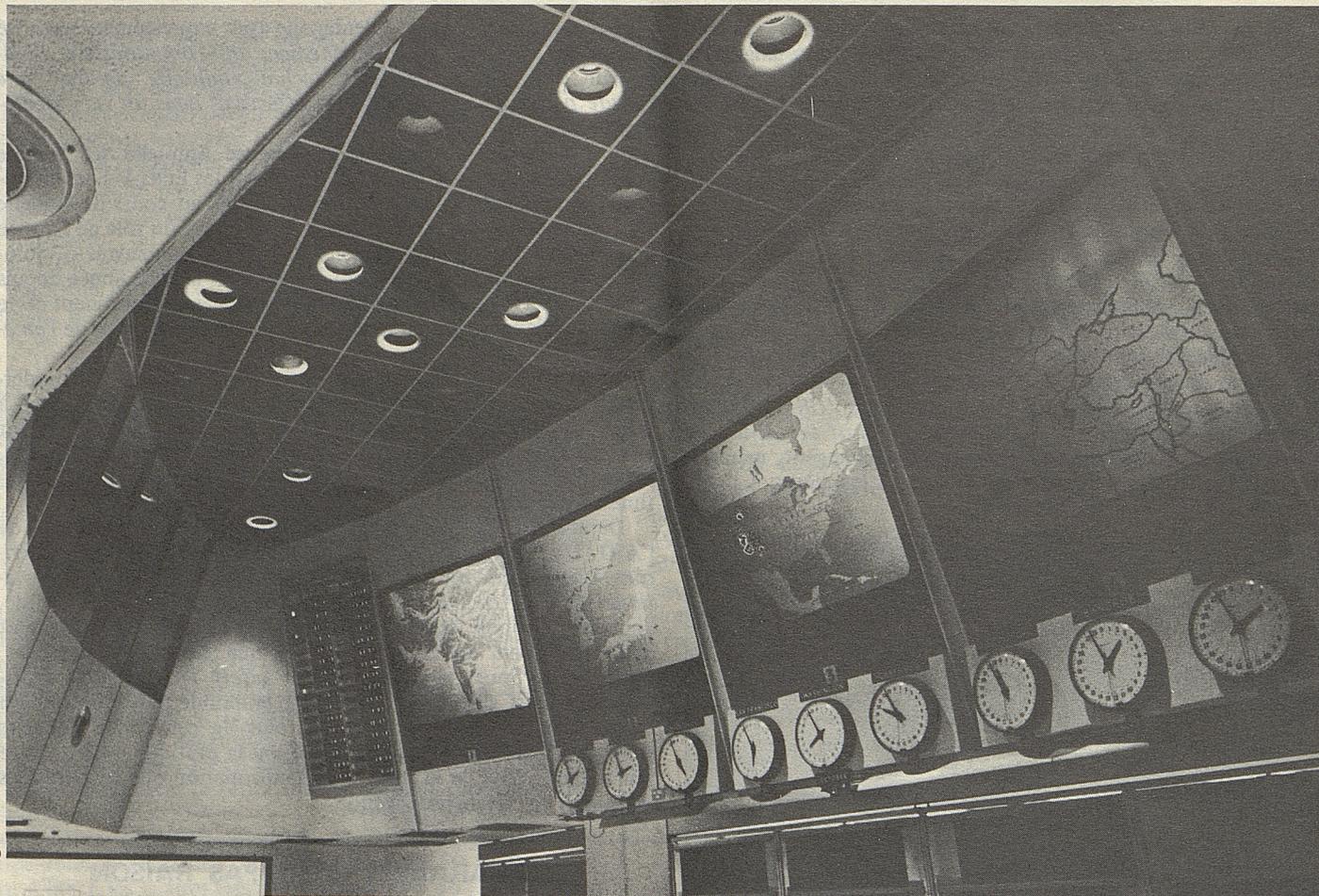
COMPARAISON N'EST PAS RAISON

On n'a que trop tendance à cantonner ces régimes d'exception dans une zone rigoureusement délimitée, aussi bien du point de vue géographique que politique. Ce qui est d'autant plus paradoxal que nombreux sont ceux qui, pour définir ces régimes, recourent sans la moindre prudence critique, à des concepts nés dans les fascismes européens.

Les régimes d'exception représentent des réponses de l'économie capitaliste mondiale au défi lancé par la crise structurelle qu'elle traverse (comme le montre l'article d'André Gunder Frank, ci-contre). Ce projet géopolitique (et géostratégique) des généraux latino-américains rend compte de ce vaste processus de réorganisation de la division internationale du travail, en même temps qu'il en est l'expression la plus extrême. Bien d'autres sociétés qui vivent toujours sous le signe de la société civile, peuvent revendiquer des regains d'autoritarisme, de rétrécissement des libertés, au nom de cette même nécessité de sortir de la crise. Les projets d'Europe judiciaire, les préoccupations des démocraties occidentales pour définir les périodes et les points chauds où la sécurité nationale serait en danger, les multiplications des juridictions d'exception (suspension du droit de grève, réquisitions, mises en fiche, perquisitions) devraient être analysés dans une même ligne de continuité.

Cette nécessité de restructuration globale de l'appareil de production capitaliste a d'ailleurs été reconnue et institutionnalisée, dès les premières années 70, par cette association d'hommes d'affaires et d'hommes politiques qu'est la Commission Trilatérale, lancée à l'initiative de David Rockefeller.

Certes, l'atrocité des répressions et l'émotion qu'elles suscitent, établissent des liens de similitude avec ce qui s'est passé sous l'Allemagne nazie par exemple. Les états militaires différent



Magnum

Le Pentagone : le Q.G. où s'élaborent les projets géostratégiques.

pourtant profondément de ce qu'à tort on imagine être ou avoir été leurs homologues européens. D'une part, ils sont construits sur des alliances de classe très différentes. Les états militaires prennent en effet le pouvoir à un moment où le mouvement ouvrier et paysan est en plein essor. Hitler et Mussolini ont par contre trouvé une classe ouvrière déjà en déroute. Une des priorités des régimes militaires est donc de détruire l'ennemi ouvrier et paysan. Ils ne peuvent non plus rallier l'ensemble de la petite

bourgeoise puisque leur modèle économique favorise exclusivement la fraction de la bourgeoisie monopoliste ralliée au grand capital international, aux sociétés multinationales. Seule, une fraction restreinte de la petite bourgeoisie moderne, celle qui vit à la périphérie de ces sociétés, est une alliée objective.

D'autre part, et pour ne citer que les différences principales, ces états militaires sont des états néo-coloniaux. Leur établissement correspond à une aggravation de la dépendance à l'égard de la métropole impérialiste. C'est en ce sens que certains ont pu parler de néo-fascisme dépendant.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'État militaire comme convergence des pratiques et des théories nées sous d'autres cieux. C'est ainsi que la doctrine de Sécurité Nationale sur laquelle se fonde leur légitimité paraît être l'aboutissement de trois courants : l'idéologie géopolitique du national socialisme (ce n'est pas pour rien que les œuvres des généraux latino-américains portent des titres similaires à ceux des œuvres des théoriciens de l'expansion nazi) ; l'idéologie de la Sécurité Nationale mise en œuvre par le Pentagone dès 1947 ; l'idéologie de la contre-subversion élaborée par les secteurs fascistes de l'armée française qui fut la première à s'affronter à ce nouveau type de guerre (contre les « ennemis intérieurs ») en Indochine et en Algérie.

En cette ère où on parle tant d'internationalisation du capital, d'internationalisation de la production, il semble urgent de reposer le problème des influences mutuelles à partir d'une nouvelle notion, celle de l'internationalisation de la production idéologique.

L'INSPIRATION NORD-AMÉRICAINNE

« La permanence des poteaux d'exécution, la proscription de tous les partis politiques qui appuyaient le gouvernement d'Allende, accompagnées par de grandes déclarations sur la fin de la « politicaillerie », démontrent à quel point se trompaient ceux qui croyaient en un coup « à la chilienne », après lequel « nous redeviendrions tous rapidement amis » et après lequel on pourrait de nouveau renouer avec les élections, les candidatures et la politique parlementaire. Non ! La violence inaccoutumée du Coup et les méthodes utilisées démontrent que nous sommes en présence d'un phénomène nouveau au Chili et peut-être en Amérique Latine : un militarisme fascistoïde d'inspiration nord-américaine. » General Prats, Una vida por la legalidad, Mexico, Fondo de Cultura Economica, 1977.

Armand MATTELART

La cohérence, la rigueur et l'intensité de l'œuvre cinématographique de J. Sanjinés impressionnent. Film après film, ce réalisateur bolivien poursuit le même projet politique et esthétique : résister à l'acculturation de son peuple. Tous les thèmes abordés : la misère paysanne (*Ukamau* - 1966), l'humiliation culturelle (*Yawar Malku* - 1969), l'insurrection ouvrière (*El coraje del pueblo* - 1971), la résistance guérillère (*El enemigo principal* - 1974) ou la pénétration culturelle (*Fuera de aquí !* - 1977), prétendent montrer avec clarté la réalité conflictive des peuples indiens des Andes, affrontant deux ennemis permanents : l'oligarchie nationale et l'impérialisme américain.

J. Sanjinés pense que grâce à leur fidélité aux pratiques culturelles vernaculaires, ces peuples résistent mieux à l'imprégnation idéologique de l'impérialisme que les populations urbaines. C'est pourquoi les Américains essayent depuis longtemps d'affaiblir physiquement et moralement les Indiens andins, en utilisant sans scrupules les méthodes les plus ignobles.

Dans *Yawar malku* (*La sangre del condor*), Sanjinés montrait comment des volontaires américains des « Peace Corps », sous le couvert d'une « assistance médicale », pratiquaient la stérilisation massive des paysans. L'émotion suscitée alors par le film entraîna l'expulsion des « Corps de la Paix » de certains pays.

Dans son dernier film, son dernier cri, *Fuera de Aquí !*, J. Sanjinés dénonce, en se basant sur des faits réels, le comportement des sectes religieuses (Témoins de Jéhovah, Memnonites, Baptistes du septième jour, etc.) qui, sous prétexte de prosélytisme, divisent les collectivités, modifient les coutumes, distribuent des stérilisants et désorientent culturellement les communautés indiennes. Sanjinés montre aussi

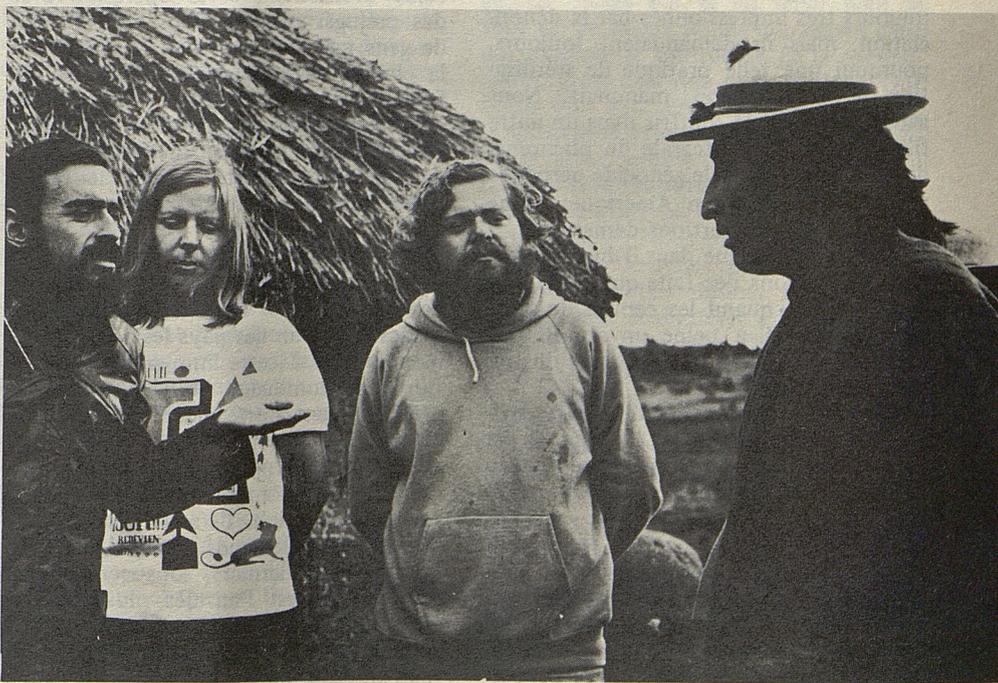
RENCONTRE AVEC JORGE SANJINES

comment les membres de ces sectes font de la prospection géologique dans les régions missionnaires et communiquent les résultats aux compagnies étrangères qui viennent ensuite, avec la complicité des gouvernements locaux, exploiter les richesses du sous-sol indien. Selon Sanjinés, prosélytisme religieux et exploitation économique apparaissent ainsi étroitement liés. Pour dénoncer cette alliance et susciter une réaction dialectique dans le public indien (les versions originales des films de Sanjinés sont en langues Kechwa ou Aymara), l'auteur a, plus que jamais, affiné son style. Il l'a dépouillé de toutes les figures rhétoriques de ce qu'il appelle le « cinéma bourgeois ». Il trouve un ton insolite, propre aux traditions narratives et visuelles de la culture indienne pour avancer une fois de plus vers son but libérateur : trouver l'expression cinématographique juste d'un peuple sans cinéma.

I.R.

Dans tous vos films, vous êtes très attentif à l'articulation Culture/Révolution. Cela vous paraît-il politiquement fondamental ?

Je crois que l'un des problèmes principaux de la Gauche latino-américaine est précisément la méconnaissance de cette articulation. La majorité des dirigeants de la Gauche, dans nos pays, sont étrangers à ce type de problème, auquel ils n'ont jamais accordé sa véritable importance. La raison en est leur manque de contact vrai avec les gens, avec le peuple, qu'ils ont aussi culturellement sous-estimé. Cette sous-estimation de notre culture remonte aux conquistadors et aux colonisateurs espagnols. Nous en avons hérité à l'époque républicaine. Cela continue aujourd'hui. En général, la Gauche sous-estime cette culture. Elle ne la connaît pas. Elle sous-estime sa richesse, ses contenus et ses potentialités. Cela est extrêmement grave. L'avant-garde politique, d'origine petite bourgeoise ou bourgeoise méconnaît notre culture parce qu'elle ne parle pas la langue de la majorité du peuple. Qui-



Fuera de Aquí

Les sectes religieuses profitent de l'ingénuité des Indiens

productions culturelles

conque, aussi à gauche qu'il soit, ne parle pas la langue des Indiens, ne connaît pas leur univers culturel, demeurera un étranger, dans l'Altiplano de la Paz, en Bolivie. C'est tragique. Il faut bien y réfléchir, car cela peut conduire certains Indiens à penser que leurs problèmes ne peuvent pas se poser en termes de lutte des classes, que les autres ne peuvent pas les comprendre, que leurs problèmes sont purement spécifiques et d'ordre racial. Cette position indigéniste existe surtout chez ceux qui étudient ici, en Europe. A leur retour, ils peuvent diriger des mouvements racistes, indigénistes, extrêmement dangereux et merveilleusement bien accueillis. L'impérialisme les finance parce qu'ils affaiblissent et divisent le mouvement de libération.

Dans *Fuera de Aqui !*, vous dénoncez certaines pratiques des sectes religieuses américaines, en particulier, le plan de stérilisation qu'elles appliquent sournoisement sur les populations andines. Déjà, dans l'un de vos films précédents, *Yawar Malkù*, vous accusiez les volontaires américains des « Corps de la Paix » de stériliser les Indiens des Andes par des interventions chirurgicales, pourquoi, dix ans après, revenir sur le même thème ?

A mesure que nous utilisons le cinéma comme un instrument de lutte, nous nous rendons compte que le cinéma doit offrir davantage au spectateur. *Yawar Malkù*, pour donner un exemple, dénonçait la stérilisation pratiquée par les « Corps de la Paix », mais n'expliquait pas pourquoi. Nous l'avons vérifié quand le film a été diffusé en Bolivie. Les paysans étaient toujours très impressionnés par la dénonciation, mais ils demandaient toujours, pourquoi une telle pratique de stérilisation ? L'explication manquait. Nous avons alors décidé d'offrir dans un autre film l'explication intégrale du phénomène, la destruction et le génocide perpétrés par les Américains en Amérique Latine atteignant des proportions démesurées. Il faut se rappeler que dans *Yawar Malkù*, nous dénoncions des faits qui avaient eu lieu en 1968, quand les centres de stérilisation avaient à peine un an. Ils ont maintenant derrière eux, dix ans de travail et de destruction.

Une des conséquences de *Yawar Malkù* fut l'expulsion des « Corps de la Paix », ce qui ne veut pas dire que la stérilisation de la population cessa pour autant. Les « Corps de la Paix » furent remplacés peu après par les sectes religieuses. Nous en avons la preuve. En 1971, durant un congrès, le général Torres étant encore au pouvoir, des mineurs ont raconté qu'ayant été conduits dans des campements de population tropicale, ils avaient rencontré et

reconnu d'anciens membres des « Corps de la Paix », expulsés de Bolivie. Ils étaient revenus en Bolivie et travaillaient à la campagne, sous la couverture des sectes. Ce fut l'une des premières choses qui nous mit la puce à l'oreille. Il y avait là quelque chose de pas très catholique.

Selon vous, à quel objectif politique obéit le plan de stérilisation qu'appliquent les sectes religieuses américaines ?

D'après nous, il s'agit là de stratégie militaire. Affaiblir la population, la faire disparaître, si cela est possible. La campagne de stérilisation est dirigée contre une population qui possède d'abord une culture très forte qui lui donne une cohérence, une potentialité d'action collective, de mobilisation. Quand viendra le temps de l'affrontement avec l'impérialisme, elle offrira une plus grande résistance que les noyaux qui n'ont pas cette culture, et qui sont déjà faibles, pénétrés au niveau de leur tête, de leur cerveau, de leur comportement par cette société de consommation qui est le modèle que l'on veut imposer. Ces hommes, d'une façon ou autre, ont déjà été gagnés par l'ennemi. Les grands groupes andins, les noyaux indigènes d'Amérique Latine, eux, par leurs caractéristiques culturelles sont étrangers à cette mentalité. Ils sont plus difficile à pénétrer idéologiquement. Les moyens de communication de masse n'ont pas encore agi efficacement sur eux, comme dans les villes. Les raisons en sont aussi économiques : les paysans n'ont pas toujours un transistor et le cinéma commercial ne les atteint pas...

Il ne faut pas oublier que les Américains déclenchent cette opération avec des préjugés racistes. Pour eux, il s'agit de gens inférieurs qui sont un obstacle à la civilisation américaine. S'ils ne se défont pas de ces Indiens, la survie de leur civilisation n'est pas garantie. Les éliminer est pour l'impérialisme une question de vie ou de mort. Comme le temps presse, ils prennent des mesures radicales.

Les Américains trouvent des alliés sur place. La Bolivie a récemment importé des Rhodésiens et des Sud-Africains blancs. C'est un des pays les plus allégrement ouvert à cette immigration raciale. La classe dominante bolivienne méprise profondément notre peuple. Elle ne le reconnaît pas culturellement et lui voue le plus profond mépris social. Remarquez les noms des promoteurs de cette campagne d'immigration. Ils sont significatifs ; ils sont tous allemands : Banzer et Guido Strauss. Ce dernier, sous-secrétaire à l'émigration, est l'un des plus actifs à mener à bien cette campagne. Un commandant de l'armée bolivienne, honteux du sang indien qui coulait dans ses veines, attribua un jour l'échec économi-

que, le sous-développement du pays à la présence de cette masse indigène. Le commandant Marceliano Vasquez Sempertergui a déclaré un jour que la solution socio-économique pour la Bolivie était l'importation de sperme américain, afin d'améliorer la race. Les familles qui appuient ce plan sont terribles. Elles veulent éliminer les Indiens. Les Américains ne manquent ainsi pas d'appui pour appliquer leur plan de stérilisation. Tout est lié. En même temps qu'on élimine la population andine, on essaye de la remplacer par une population blanche.

Quel est le pouvoir réel de ces sectes ?

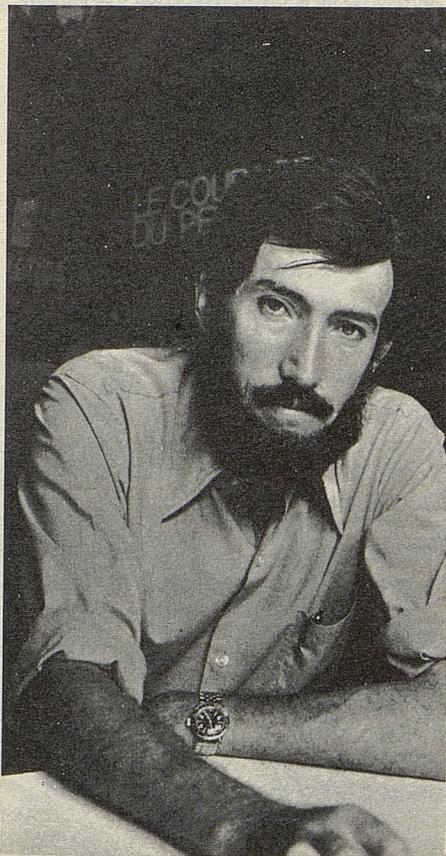
Elles contrôlent de vastes étendues de territoire au Pérou (bien que le gouvernement de Velasco Alvarado leur ait donné un délai pour sortir du pays), de l'Équateur, de la Colombie dans les zones amazoniennes de ces trois pays et en Bolivie. Les nationaux ne peuvent entrer sur les territoires qu'ils contrôlent qu'avec leur autorisation. L'Institut Linguistique d'Été a obtenu de ces gouvernements latino-américains, sous le prétexte d'étudier les langues indiennes, un certain nombre de prérogatives. L'étude de ces langues demande curieusement le manie-ment d'avions, de bateaux et jusqu'à la possession d'aéroports privés où les avions atterrissent et décolent sans aucun contrôle de l'état.

Pour donner un exemple qui va dans le sens de l'histoire du film : l'Institut Linguistique d'Été qui fonctionne en Équateur a aidé à grande échelle la pénétration de la Texaco dans la zone pétrolière de l'Amazonie équatorienne. Vers 1929, la Shell avait tenté les premières prospections. Les prospecteurs avaient été rejetés de la zone par les Indiens Aucas qui constituaient un groupe très fort et très belliqueux. Ils tuèrent tout simplement les prospecteurs qu'ils rencontrèrent. La veuve de l'un d'eux entra ensuite dans une secte religieuse qui l'envoya en Équateur travailler pour une mission mystique auprès des Indiens Aucas. A travers l'Institut Linguistique d'Été, elle favorisa peu à peu la pénétration de la Texaco qui annihila la volonté des Indiens. Un pilote de la firme a raconté comment se pratiquait la pénétration des Indiens. Un Auca déjà gagné, avançait dans la jungle avec les blancs, muni d'un haut-parleur, il essayait de convaincre ses frères de cesser la résistance sur le territoire de la prospection. La tribu Auca se trouve aujourd'hui confinée dans une zone extrêmement inhospitalière de la Forêt. Elle a, de plus, été obligée par le gouvernement de se concentrer, d'abandonner sa vie nomade et de se sédentariser. Ces mesures attentent à l'essence même de leur vie et même mettent en danger leur survivance,

la Forêt ne permettant pas de développer une agriculture sédentaire, sinon avec l'appui d'une très forte technologie.

Il est important de remarquer que ces sectes trouvent des formules intelligentes et habiles pour affaiblir et réduire la résistance des Indiens. Aussi, les plus importantes études anthropologiques sur ces groupes humains ont-elles été réalisées par les universités américaines. Nous savons que ces études et ces thèses vont au Pentagone. Les missionnaires (tous très jeunes, ils ont entre 20 et 25 ans, âge typiquement militaire) arrivent en Équateur déjà très avancés. En entrant dans le pays, ils connaissent déjà le milieu, les voies de communication, se font des amis dans la population et connaissent les zones où se trouvent les ressources naturelles. Ils détectent, analysent, envoient des rapports et affaiblissent, détruisent la culture de la population. Ils divisent, font un travail efficace au maximum dont le danger est difficile à évaluer. Pour moi, ce sont des gens beaucoup plus dangereux que des soldats en armes. Face à un ennemi classique, un militaire, le peuple a des possibilités de se défendre. Il sait le localiser, comment le combattre. Mais cet ennemi-là, il ne peut pas le combattre. Il l'aide même à accomplir son œuvre. Beaucoup se convertissent en instrument de cet ennemi. Quand viendra l'heure d'un

Jorge Sanjinès



I. Ramonet

affrontement armé contre l'impérialisme en Amérique Latine (selon moi, inévitable), pour la première fois dans l'histoire, nous verrons arriver une armée qui aura une connaissance précise et scientifique du milieu qu'elle va agresser.

A ce sujet, dans votre film, la résistance des paysans se manifeste sans nuances. Elle est ingénue et spontanée ou radicalement brutale. Pourquoi ?

Le but du film est de clarifier, de démonter un mécanisme caché qui justement ne peut agir que parce qu'il est invisible. Les formes de lutte contre ce mécanisme doivent naître du peuple et des organisations politiques qui travaillent dans la lutte de libération. Face à un ennemi qui vient avec des fusils, le peuple a développé ses formes de lutte. Maintenant, il devra en développer d'autres. L'important est de démonter le mécanisme de l'intervention actuelle de l'ennemi. Nous ne pouvons faire rien d'autre. Nous ne pouvons pas offrir des solutions concrètes de lutte parce que nous n'avons pas l'autorité politique suffisante. Nous pouvons seulement contribuer à faire connaître comment l'ennemi opère. Notre contribution s'arrête là.

Les interprètes du film ont-ils une expérience concrète de l'intervention des sectes ?

Nous avons travaillé avec une communauté qui a subi des choses bien plus horribles que celles que nous montrons dans le film. Nous avons dû faire une synthèse, sinon le film aurait été trop long. Par exemple, un groupe religieux exigeait des paysans qu'ils ne mangent pas de viande. Là-bas, les gens mangent, comme unique source de protéines, une sorte de petit lapin domestique qu'ils appellent « Cui » (le cobaye). Les groupes religieux prétendent que la viande est maudite par Dieu. Au Pérou, ils interdisaient aux Indiens Campas qui sont 150.000, de manger une sorte de cochon sauvage appelé « Sajino ». Dans d'autres régions, ce sera le poisson, etc. A quoi obéit tout cela ? Tout simplement à soustraire des protéines aux Indiens pour les affaiblir. Ils faisaient aussi d'autres choses, qui même peuvent paraître absurdes au premier abord. Par exemple, ils conjuraient cette communauté de ne pas porter leurs chapeaux, Dieu arrivant parfois directement à travers les têtes. Profitant de l'ignorance et de l'ingéniosité de nos frères, ils insistèrent jusqu'à les faire douter et qu'ils enlèvent leurs chapeaux. Dans une région située à 4.000 mètres d'altitude où le bombardement de rayons ultra-violet est intense et le froid rigoureux. Les paysans accoutumés à avoir la tête couverte

d'un chapeau depuis la petite enfance, ont commencé à mourir. Sur un groupe de 50, 8 moururent d'insolation au bout de six mois. Dans une zone comme Tavallo, en Équateur, où opèrent plus de 20 organisations américaines, nous avons rencontré une famille où coexistent conflictuellement quatre religions. Au niveau de la simple cellule familiale, il y a déjà désunion et opposition. Au niveau de la communauté, cela signifie un danger de disparition, de dispersion.

En face de cette situation, quelle attitude les gouvernement adoptent-ils ?

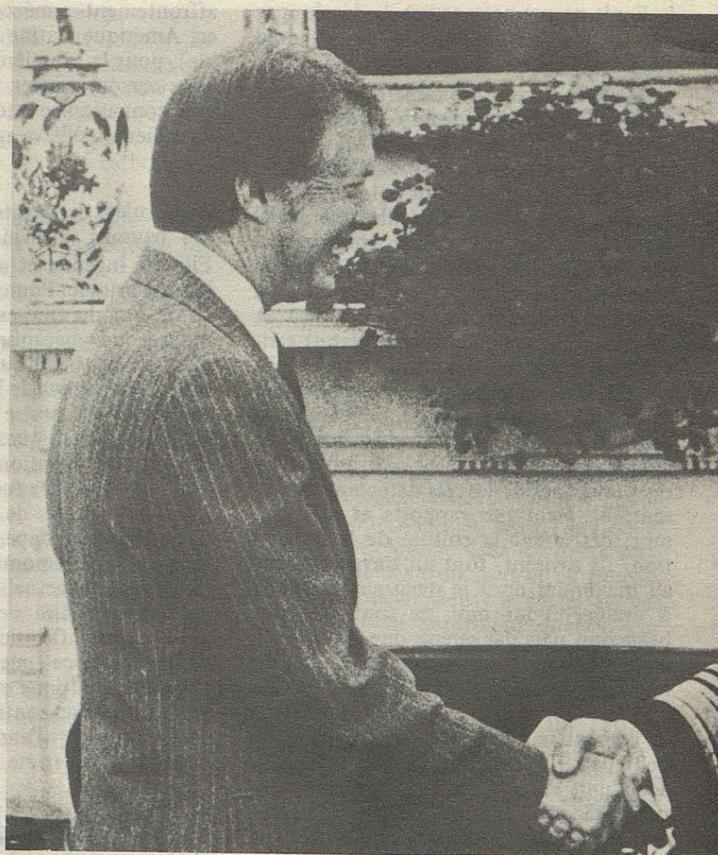
Dans le cas de l'Équateur, je crois que le gouvernement n'est pas bien informé du problème. Il me semble qu'il faudra qu'au sein du gouvernement des secteurs réagissent pour ne pas être complices de cette politique de destruction de sa propre population.

Esthétiquement, *Fuera de Aqui!* possède une rigueur impressionnante. Une sorte d'austérité qui lui confère une beauté très particulière que je qualifierai de classique. Pensez-vous que la beauté doit être prise en compte quand on élabore un cinéma politique ?

Pour être plus efficace, le cinéma politique ne doit jamais perdre de vue la préoccupation de la beauté. En termes révolutionnaires, la beauté doit être un moyen et non une fin. Comme le créateur de l'œuvre. La beauté doit avoir la même fonction que celle qu'elle a dans la société indigène où tous sont capables de créer de très beaux objets. Chacun fait un tissage, ce tissage qui va lui servir pour se vêtir est en même temps une œuvre d'art qui exprime la spiritualité de la communauté. C'est cela que nous voulons. Que notre film soit aussi, en quelque façon, la spiritualité et la conception de la beauté de notre peuple. Dans les images du film, dans la musique, dans les dialogues, etc., nous essayons d'être cohérents avec cette culture. Nous nous posons le problème de la cohérence esthétique. Je crois que nous devons donner le maximum d'importance et d'intérêt à cela. Un beau film n'en est que plus efficace, car il dépasse le niveau du pamphlet. Le cinéma, comme arme, comme expression cinématographique d'un peuple sans cinéma, doit se préoccuper de la beauté. La beauté est un élément indispensable, car nous sommes aussi en train de lutter pour la beauté de notre peuple. Cette beauté que l'impérialisme cherche aujourd'hui à détruire, dégrader, vassaliser... La lutte pour la beauté est la lutte pour la culture, la lutte pour la révolution.

Propos recueillis par
Ignacio RAMONET

CARTER ET L'AMÉRIQUE LATINE : LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ



La légitimité des opérations subversives de la C.I.A. (réception à la Maison



Blanche de l'amiral Turner, nouveau chef de l'Agence

Le problème politique fondamental auquel l'administration Carter a dû faire face a été de savoir comment préserver le réseau mondial d'intérêts américains (publics ou privés), liés à l'accumulation du capital et comment redonner du lustre à la légitimité de la politique des États-Unis, à ses objectifs et à ses méthodes.

Quels sont la signification et le contenu des déclarations de Jimmy Carter relatives à l'Amérique latine, en matière de droits de l'homme ? Fondamentalement, les critiques contre les violations des « droits de l'homme » de J. Carter portent sur les techniques politiques, les méthodes grâce auxquelles des objectifs politiques peuvent être atteints. Cette approche ne remet en effet pas en cause les origines ou la légitimité d'un régime ; elle ne remet pas davantage en question les institutions ou les organisations qui le soutiennent. C'est ainsi, par exemple dans le cas du Chili, que l'administration Carter peut faire l'économie d'un examen critique du passé et par là mettre sous le boisseau la responsabilité des États-Unis dans la mise en place d'un régime qui attende de manière flagrante aux droits les plus élémentaires. Et quand un fonctionnaire américain fait, à Genève, une rapide allusion à ce comportement ignominieux, sous forme d'excuses pour la conduite du gouvernement précédent, sa déclaration est immédiatement désavouée. Tout aussi important est le fait que les liens économiques, militaires et politiques fondamentaux

ne sont pas modifiés ou remis en cause, puisque la question des « droits de l'homme » est soigneusement isolée de ces différents contextes. La critique des régimes violant ces droits permet de maintenir en l'état les politiques et structures de pouvoir qui ne peuvent survivre que par la violence.

La rhétorique des droits de l'homme est devenue un élément essentiel de la formulation de la politique étrangère américaine au lendemain de l'intervention en Indochine et au Chili. Les méthodes des années Nixon-Ford/Kissinger avaient provoqué l'hostilité de vastes secteurs d'opinion en Europe, dans le Tiers-Monde et même aux États-Unis. Les déclarations publiques de Washington avaient peu (ou pas) de poids dans les réunions internationales : les soupçons avaient entamé l'autorité du gouvernement américain. M. Carter dut se charger de la tâche considérable que représentait le rétablissement de la crédibilité et de la légitimité de l'autorité américaine, sans qu'il soit pour autant porté atteinte au vaste réseau qui relie les régimes satellites, les commandements militaires et les entreprises et banques multinationales au pouvoir impérial États-Unis. La croisade de Carter en faveur des droits de l'homme avait pour objet de créer une nouvelle image des États-Unis, en faisant appel à la morale de l'Occident sans mettre en danger les relations économiques.

J.P.

quelques prêts multilatéraux (notamment un prêt de développement interaméricain au Salvador). Pour les libéraux de l'administration (Pastor, Schneider, Tyson, etc.), ces six mois marquèrent l'apogée de leur influence. Les modifications administratives furent limitées et la rhétorique se transforma en rituel : les rapports bureaucratiques sur les violations des droits de l'homme ne furent pas un obstacle au rapprochement entre l'administration Carter et les dictatures, comme on en eut la preuve lors des rencontres de Washington en septembre 1977, à l'occasion de la signature du nouveau traité sur le canal de Panama.

la grande morale des grandes banques

Le premier indice de changement de la politique de J. Carter fut constitué par les déclarations qui suivirent la visite au Chili de Terence Todman, secrétaire d'état adjoint pour les affaires latino-américaines, nommé par le président et considéré comme très proche de lui. Todman fit l'éloge des « progrès » de Pinochet sur le chapitre des droits de l'homme et de la situation générale du Chili. Les causes de ce brutal changement de registre : la promesse d'élections en 1990 faite par le dictateur chilien et la réorganisation de la police secrète, c'est-à-dire le changement de sigle de DINA en CNI. Plus concrètement, en juin 1977, le tandem Carter-Todman approuva le déblocage, en faveur de la dictature de Somoza au Nicaragua, d'une somme de 3,1 millions de dollars sous forme de lignes de crédit pour des achats en dollars et de fonds pour la formation. En outre, la suppression des crédits militaires aux autres dictatures n'empêche pas ces dernières de recevoir une aide militaire. Il est plus probable que ces pays pourront se procurer des équipements et des prestations militaires au travers des filières étrangères de ventes d'armes, grâce à des emprunts passés non utilisés ou par le biais de l'incorporation au budget de prêts de caractère économique. Les représentants américains dans les banques internationales continuent d'approuver des prêts massifs à l'Argentine, au Brésil, à la Bolivie et au Paraguay. Dans le cas du Chili, au cours de l'année 1977, les banques privées américaines et européennes octroyèrent des prêts de 323 millions de dollars ; d'autres, d'un montant total de 193 millions de dollars, sont en cours de négociation. Pas plus hier qu'aujourd'hui les aspects symboliques de la politique de Carter n'affectent les liens massifs entre les intérêts financiers, les milieux d'affaires américains et la dictature. Voici comment le président de la First National City Bank, William Spencer, rassurait les

autorités brésiliennes :

« Le problème des droits de l'homme n'a rien à voir avec la politique de prêt adoptée par les grandes organisations bancaires internationales. Le Brésil a une dette d'environ 2 milliards de dollars envers notre établissement, ce n'est pas pour cela que nous imposons la moindre restriction »¹

Citicorp est un autre exemple de l'importance du Brésil comme source de profits. Selon *Businessweek*² « 405 millions de dollars de bénéfices consolidés après impôt venaient du Brésil l'an dernier. De toutes les sources de revenus étrangères, ce fut la plus importante ».

En Europe, au cours du mois d'octobre 1977, *Acominas*, la grande compagnie sidérurgique brésilienne gérée par l'État, a obtenu un « paquet » financier d'un montant d'un milliard de dollars, notamment 500 millions de prêts en eurodollars et deutschmarks d'un groupe de banques dirigé par la Chase Manhattan, Morgan Grenfell, la Banque de Paris et des Pays Bas et la Dredner Bank.

Les pays occidentaux, qui se scandalisent tant à propos du non-respect des droits de l'homme à l'Est, sont les meilleurs appuis d'une dictature qui a atteint la notoriété internationale en matière de torture, d'assassinat de prisonniers politiques, de répression des droits des travailleurs et des syndicats et d'abaissement du pouvoir d'achat des salariés à son niveau d'il y a quinze ans.

Ce qui est resté décisif c'est le fait que l'administration Carter a continué à donner le feu vert à la poursuite de l'aide financière massive à l'étranger par le canal d'institutions multilatérales et bilatérales (Banque mondiale, B.I.D., etc.) aussi bien que par celui des banques privées. Rien n'illustre mieux le vide de la « nouvelle morale » du président Carter en politique étrangère, que son opposition à des propositions de loi du Congrès qui auraient obligé les États-Unis à voter contre tout prêt international pour le développement d'un régime violant les droits de l'homme.

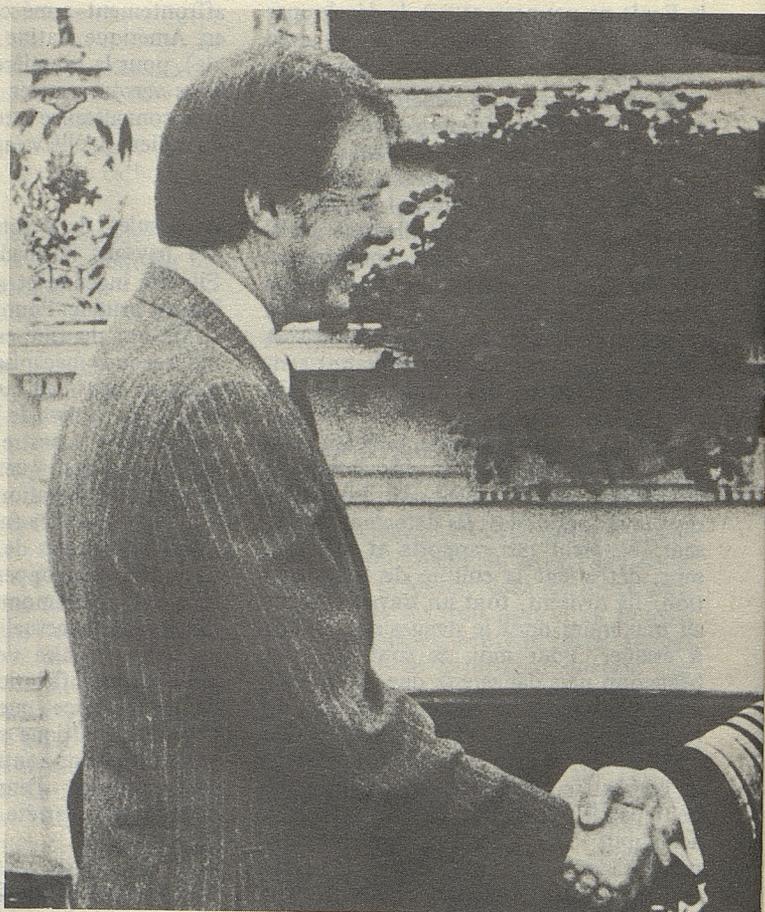
ravaler la façade des amis compromettants

L'impact de la politique Carter se fait sentir dans le projet de tenue, vaille que vaille, d'une série d'élections sur mesure organisées par certains régimes militaires : Banzer en Bolivie, Morales Bermudez au Pérou, Geisel au Brésil (et même Pinochet et les généraux uruguayens dans un futur indéterminé). Ce processus va de pair avec un effort visant à atténuer les

1. Cité dans *Latin America Economic Report*, 1er avril 1977.

2. 5 décembre 1977.

CARTER ET L'AMÉRIQUE LATINE : LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ



La légitimité des opérations subversives de la C.I.A. (réception à la Maison

Blan

Le problème politique fondamental auquel l'administration Carter a dû faire face a été de savoir comment préserver le réseau mondial d'intérêts américains (publics ou privés), liés à l'accumulation du capital et comment redonner du lustre à la légitimité de la politique des États-Unis, à ses objectifs et à ses méthodes.

Quels sont la signification et le contenu des déclarations de Jimmy Carter relatives à l'Amérique latine, en matière de droits de l'homme ? Fondamentalement, les critiques contre les violations des « droits de l'homme » de J. Carter portent sur les techniques politiques, les méthodes grâce auxquelles des objectifs politiques peuvent être atteints. Cette approche ne remet en effet pas en cause les origines ou la légitimité d'un régime ; elle ne remet pas davantage en question les institutions ou les organisations qui le soutiennent. C'est ainsi, par exemple dans le cas du Chili, que l'administration Carter peut faire l'économie d'un examen critique du passé et par là mettre sous le boisseau la responsabilité des États-Unis dans la mise en place d'un régime qui attend de manière flagrante aux droits les plus élémentaires. Et quand un fonctionnaire américain fait, à Genève, une rapide allusion à ce comportement ignominieux, sous forme d'excuses pour la conduite du gouvernement précédent, sa déclaration est immédiatement désavouée. Tout aussi important est le fait que les liens économiques, militaires et politiques fondamentaux

ne sont pas modifiés ou remis en cause, puisque la question des « droits de l'homme » est soigneusement isolée de ces différents contextes. La critique des régimes violant ces droits permet de maintenir en l'état les politiques et structures de pouvoir qui ne peuvent survivre que par la violence.

La rhétorique des droits de l'homme est devenue un élément essentiel de la formulation de la politique étrangère américaine au lendemain de l'intervention en Indochine et au Chili. Les méthodes des années Nixon-Ford/Kissinger avaient provoqué l'hostilité de vastes secteurs d'opinion en Europe, dans le Tiers-Monde et même aux États-Unis. Les déclarations publiques de Washington avaient peu (ou pas) de poids dans les réunions internationales : les soupçons avaient entamé l'autorité du gouvernement américain. M. Carter dut se charger de la tâche considérable que représentait le rétablissement de la crédibilité et de la légitimité de l'autorité américaine, sans qu'il soit pour autant porté atteinte au vaste réseau qui relie les régimes satellites, les commandements militaires et les entreprises et banques multinationales au pouvoir impérial des États-Unis. La croisade de Carter en faveur des droits de l'homme avait pour objet de créer une nouvelle image des États-Unis, en faisant appel à la morale de l'Occident sans mettre en danger les relations économiques.

J.P.

quelques prêts multilatéraux (notamment un prêt de développement interaméricain au Salvador). Pour les libéraux de l'administration (Pastor, Schneider, Tyson, etc.), ces six mois marquèrent l'apogée de leur influence. Les modifications administratives furent limitées et la rhétorique se transforma en rituel : les rapports bureaucratiques sur les violations des droits de l'homme ne furent pas un obstacle au rapprochement entre l'administration Carter et les dictatures, comme on en eut la preuve lors des rencontres de Washington en septembre 1977, à l'occasion de la signature du nouveau traité sur le canal de Panama.

la grande morale des grandes banques

Le premier indice de changement de la politique de J. Carter fut constitué par les déclarations qui suivirent la visite au Chili de Terence Todman, secrétaire d'état adjoint pour les affaires latino-américaines, nommé par le président et considéré comme très proche de lui. Todman fit l'éloge des « progrès » de Pinochet sur le chapitre des droits de l'homme et de la situation générale du Chili. Les causes de ce brutal changement de registre : la promesse d'élections en 1990 faite par le dictateur chilien et la réorganisation de la police secrète, c'est-à-dire le changement de sigle de DINA en CNI. Plus concrètement, en juin 1977, le tandem Carter-Todman approuva le déblocage, en faveur de la dictature de Somoza au Nicaragua, d'une somme de 3,1 millions de dollars sous forme de lignes de crédit pour des achats en dollars et de fonds pour la formation. En outre, la suppression des crédits militaires aux autres dictatures n'empêche pas ces dernières de recevoir une aide militaire. Il est plus probable que ces pays pourront se procurer des équipements et des prestations militaires au travers des filières étrangères de ventes d'armes, grâce à des emprunts passés non utilisés ou par le biais de l'incorporation au budget de prêts de caractère économique. Les représentants américains dans les banques internationales continuent d'approuver des prêts massifs à l'Argentine, au Brésil, à la Bolivie et au Paraguay. Dans le cas du Chili, au cours de l'année 1977, les banques privées américaines et européennes octroyèrent des prêts de 323 millions de dollars ; d'autres, d'un montant total de 193 millions de dollars, sont en cours de négociation. Pas plus hier qu'aujourd'hui les aspects symboliques de la politique de Carter n'affectent les liens massifs entre les intérêts financiers, les milieux d'affaires américains et la dictature. Voici comment le président de la First National City Bank, William Spencer, rassurait les

autorités brésiliennes :

« Le problème des droits de l'homme n'a rien à voir avec la politique de prêt adoptée par les grandes organisations bancaires internationales. Le Brésil a une dette d'environ 2 milliards de dollars envers notre établissement, ce n'est pas pour cela que nous imposons la moindre restriction »¹

Citicorp est un autre exemple de l'importance du Brésil comme source de profits. Selon *Businessweek*² « 405 millions de dollars de bénéfices consolidés après impôt venaient du Brésil l'an dernier. De toutes les sources de revenus étrangères, ce fut la plus importante ».

En Europe, au cours du mois d'octobre 1977, Acominas, la grande compagnie sidérurgique brésilienne gérée par l'État, a obtenu un « paquet » financier d'un montant d'un milliard de dollars, notamment 500 millions de prêts en eurodollars et deutschmarks d'un groupe de banques dirigé par la Chase Manhattan, Morgan Grenfell, la Banque de Paris et des Pays Bas et la Dredner Bank.

Les pays occidentaux, qui se scandalisent tant à propos du non-respect des droits de l'homme à l'Est, sont les meilleurs appuis d'une dictature qui a atteint la notoriété internationale en matière de torture, d'assassinat de prisonniers politiques, de répression des droits des travailleurs et des syndicats et d'abaissement du pouvoir d'achat des salariés à son niveau d'il y a quinze ans.

Ce qui est resté décisif c'est le fait que l'administration Carter a continué à donner le feu vert à la poursuite de l'aide financière massive à l'étranger par le canal d'institutions multilatérales et bilatérales (Banque mondiale, B.I.D., etc.) aussi bien que par celui des banques privées. Rien n'illustre mieux le vide de la « nouvelle morale » du président Carter en politique étrangère, que son opposition à des propositions de loi du Congrès qui auraient obligé les États-Unis à voter contre tout prêt international pour le développement d'un régime violant les droits de l'homme.

ravaler la façade des amis compromettants

L'impact de la politique Carter se fait sentir dans le projet de tenue, vaille que vaille, d'une série d'élections sur mesure organisées par certains régimes militaires : Banzer en Bolivie, Morales Bermudez au Pérou, Geisel au Brésil (et même Pinochet et les généraux uruguayens dans un futur indéterminé). Ce processus va de pair avec un effort visant à atténuer les

1. Cité dans *Latin America Economic Report*, 1er avril 1977.

2. 5 décembre 1977.



Blanche de l'amiral Turner, nouveau chef de l'Agence)

imposer l'image d'un président « humaniste »

Pendant les six premiers mois de l'administration Carter, furent prises une série de mesures entraînant certains changements au plan de la rhétorique, de la politique et des structures bureaucratiques. Lors de la réunion de l'O.E.A. du 14 avril 1977, Carter déclara que les droits de l'homme primeraient sur toute autre considération dans les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. Ce thème fut repris dans la plupart des occasions importantes par Vance, Carter et leurs collaborateurs jusqu'à ce que l'image d'un président « humaniste » se soit fermement imposée dans le public et au travers des moyens de communication de masse. En matière de changements administratifs, le département d'État releva le niveau hiérarchique de son bureau des affaires humanitaires. Par ailleurs, une commission intergouvernementale sur les droits de l'homme et l'aide économique à l'étranger fut mise en place afin de revoir tous les programmes d'aide économique. Enfin, Washington prit des mesures en vue de suspendre certaines aides bilatérales (en particulier l'aide militaire à l'Uruguay, à l'Argentine et au Chili) et

Keystone

rappports de force internationaux

excès : dans certains pays l'usage massif et indiscriminé de la torture et la « disparition » des détenus ont été remplacés par des arrestations et des persécutions sélectives. Ces changements de surface laissent intactes les structures autoritaires et permettent aux « forces de sécurité », haïes de toutes parts, de continuer à décider souverainement des limites de l'activité politique. Qui plus est, aussi bien les changements marginaux que les structures autoritaires continuent à être en prise directe sur les politiques socio-économiques qui bénéficient aux banques



Le problème des Droits de l'Homme n'a rien à voir avec la politique de prêt des banques privées.

et sociétés internationales, alors que, par millions, les masses vivent dans une pauvreté épouvantable. Dans ces conditions le résultat concret de la politique Carter a été de redorer le blason de certains régimes, pour permettre le rétablissement de liens plus étroits entre les pays capitalistes du Nord et leurs clients sud-américains.

les liens privés remplacent les liens publics

Derrière les discours sur le changement, le gouvernement américain ne fait qu'accroître discrètement le réseau de ses relations politiques et économiques. Alors que les liens « publics » entre états sont apparemment affaiblis (suppression de certaines aides, etc.), les liens privés, par le biais des banques et des lignes de crédit, se développent. En outre, l'A.F.L.-C.I.O., soutenue par Washington, a entrepris de remettre sur pied des structures d'organisation avec les fonctionnaires syndicaux nommés ou tolérés par les dictatures. Après avoir abandonné l'O.I.T., les États-Unis cherchent à créer une organisation parallèle qui soit à leur dévotion et, pour commencer, on ne saurait rêver d'un meilleur terrain que celui des syndicats contrôlés par les dictatures. Les intérêts

globaux du capitalisme américain ont progressivement amené Carter à reléguer à un niveau très secondaire les questions de droits de l'homme, qui ne subsistent que comme préoccupation rituelle sans importance ni influence, lorsqu'il s'agit de définir la politique étrangère.

Pour les secteurs de la gauche américaine qui avaient pris au sérieux les promesses de Carter, la déception ne peut qu'être grande. Pour l'Unité populaire et la démocratie chrétienne chiliennes, les espoirs d'un changement venu du sommet ou de l'extérieur sont voués à l'échec.

Seuls les groupes résistants, prêts à une lutte clandestine à long terme à l'intérieur du Chili, seront en mesure de faire face aux modifications de la conjoncture. Dans l'immédiat, on peut prévoir un renforcement des liens financiers et économiques entre l'Europe, les États-Unis et les dictatures latino-américaines, en même temps que des efforts continus pour donner le maximum de publicité aux « victoires en matière de droits de l'homme » destinées à légitimer les relations naissantes.

la croisade pour les droits de l'homme : une façon de redorer l'aigle impérial américain

Dans son entreprise de réaffirmation de la légitimité des intérêts globaux des États-Unis, le président Carter a suivi deux voies. D'une part il a nommé de nouvelles têtes dans certaines fonctions et effectué des changements administratifs, d'autre part, il a mis en route une croisade morale, à grand renfort de publicité. Un examen des modifications des structures, particulièrement pour ce qui est des opérations clandestines (ce qui inclut, entre autres, la C.I.A.) révèle un effort pour resserrer le contrôle sur les sources des fuites qui, venues du sein de l'institution, fournissaient des munitions aux cri-

tiques et « cassaient » la légitimité des entreprises subversives de la C.I.A. et la centralisation entre ses mains de toutes les opérations de renseignement, sont un pas dans cette direction. Aucun effort sérieux n'est fait pour réformer les orientations politiques de ces institutions : *il se peut* que l'assassinat soit désormais tabou, mais la collaboration avec les services de police et de renseignements des régimes violant les droits de l'homme ne l'est pas.

En ce qui concerne les droits de l'homme, ce qui ressort clairement de la rhétorique de Carter, c'est la séparation entre droits politiques et droits socio-économiques des individus. Le président concentre son attention sur des zones étroites qui n'affectent en rien les rapports entre les régimes dictatoriaux et les multinationales. De plus, Carter procède de façon très sélective lorsqu'il s'agit de traiter avec ceux qui violent les droits de l'homme. Les états qui jouent un rôle central pour les réseaux de capitaux américains ne sont pas touchés par la « nouvelle morale ». Le Brésil et l'Argentine, tout en faisant l'objet de critiques publiques, continuent à recevoir une aide substantielle de la part des banques internationales contrôlées par les États-Unis.

La structure et les besoins du capital américain s'incarnent dans un réseau complexe d'institutions économiques, politiques et militaires, dépendant dans une large mesure de l'appui de régimes répressifs du Tiers-Monde. L'ampleur croissante des opérations menées par les sociétés multinationales et leur place de plus en plus centrale dans le processus d'accumulation du capital et de réalisation de bénéfices, empêchent tout effort cohérent et soutenu pour faire appliquer les droits de l'homme.

La « nouvelle morale » de Carter a servi d'instrument idéologique pour redonner à l'État impérial américain une position avantageuse. Celle-ci, en échange, permettra aux gouvernants d'avoir les mains libres pour continuer les opérations clandestines et les politiques économiques qui entraînent et nécessitent l'existence de régimes qui violent les droits de l'homme. Les idéaux du capital, les bas salaires, l'accès aisé aux ressources naturelles, des « marchés libres et ouverts » constituent précisément les conditions qui requièrent des mesures coercitives de la part des régimes répressifs. La tentative de Carter pour combiner les impératifs à long terme et sur une large échelle de l'accumulation du capital, avec le respect des droits de l'homme est un échec total. Au fur et à mesure que le temps passera, ce constat deviendra toujours plus évident.

James PETRAS
Département de sociologie
Université d'État de New York
à Binghamton

SANTIAGO DE CHILE



D.R.

Gustavo Leight, commandant en chef de l'aviation et Toribio Merino, commandant en chef de la marine ont soumis le général Pinochet à un « strip-tease » public en dévoilant les intentions machiavéliques du général-président.

Correspondance

Le général Pinochet était, récemment encore, un homme heureux et sûr de lui. Cet optimisme était dû à deux faits importants : d'abord le referendum national, opération menée de main de maître, ciseaux au poing, taillant à son gré, ici et là, dans la volonté chilienne qui s'était exprimée dans les urnes, pour se confectionner un costume de coupe populiste qui tranche sur le monotone défilé d'uniformes qui assombrissent le cône Sud. Au moment même où les agents électoralistes mettaient la dernière main au costume, le gouvernement anglais épingla au revers du veston une belle décoration : les trois îles en litige avec l'Argentine, *la Nueva, Picton* et *Lenox*, situées à la limite australe chiléno-argentine, devenaient chiliennes.

La vie ne pouvait pas être plus belle pour Pinochet. Mais, comme le dit le dicton chilien, « celui qui se vêt avec les habits d'autrui, peut se retrouver tout nu dans la rue ». Et c'est précisément ce qui est en train d'ar-

river au « play-boy » improvisé de la haute couture militaire chilienne.

Le général Leight, membre de la Junte, interviewé par la revue chilienne *Hoy* sur la validité de cette consultation, fut catégorique : *Personne au monde ne va croire les résultats de ce vote. Il n'a de base, ni légale, ni juridique. Nous ne sommes pas du même avis sur ce sujet, que l'Exécutif (Pinochet).*

La bonne étoile du président s'est éclipsée. Pour comble de malheur son grand complice le président Videla d'Argentine, lui a torpillé ses satisfactions frontalières. La Junte voisine s'est niée à accepter la décision qui rend chiliennes les îles du canal de Beagle. De plus, Gustavo Leight, commandant en chef de l'Aviation et Toribio Merino, commandant en chef de la Marine, ont soumis le général Pinochet à un « strip-tease » public en dévoilant les intentions machiavéliques du général-président de rester seul au pouvoir.

Le journal *Clarín* de Buenos Aires rajouta de l'huile sur le feu en accusant Pinochet de « vouloir devenir le nouveau Francisco Franco d'Amérique Latine et de caresser le projet de vouloir en finir avec l'autonomie du régime judiciaire et avec la Junte militaire elle-même. »

Ce coup de Videla mit Pinochet K.O., alors que le combat frontalier était à peine entamé. Le général chilien se releva « groggy » et, au lieu de réclamer le juste verdict de l'arbitre anglais qui avait disqualifié les coups bas de Videla, reprit le combat. Erreur tactique de Pinochet : en méconnaissant les décisions de S.M. la Reine d'Angleterre, il s'est mis en marge des organismes internationaux et reste à la merci des poings meurtriers de son rival. Dans les rounds en perspective,

Pinochet court le risque de perdre.

Les pronostics des observateurs internationaux donnent Videla gagnant. Ses atouts sont les suivants : la négociation se fera sans médiation internationale ; ce qui est fatal pour les prétentions de Pinochet, car les limites frontalières et la propriété des îles *Nueva, Picton, Lenox* reconnues comme chiliennes, seront de nouveau discutées. En corollaire, une question se pose : Pinochet, affaibli à l'intérieur comme à l'extérieur, pourra-t-il imposer ses vues à un Videla qui, au mieux de sa forme, a habilement manœuvré pour annuler le verdict d'Elizabeth d'Angleterre ?

Quels que soient les arrangements, les peuples chilien et argentin méconnaîtront ces accords signés dans leur dos, sans base légale ni juridique.

PRIX "CASA DE LAS AMÉRICAS"

La Havane. Les récompenses les plus prisées par les écrivains latino-américains ont été attribuées le mois dernier par un jury composé d'intellectuels de 17 pays. Les prix du concours Casa de las Américas 1978 ont récompensé des œuvres en provenance de 23 pays. Ce concours a été créé pour stimuler la création littéraire en Amérique Latine et engager le débat sur « culture de dépendance et culture de libération ». Le nom des auteurs et des titres sélectionnés ont été rendus publics au cours d'une cérémonie à Casa de las Américas.

Les résultats sont les suivants :

Poésie : Clarivel Alegria (Salvador) pour *Sobrevivo* et Gioconda Belli (Nicaragua) pour *Líneas de fuego*. Témoignage : Eduardo Galéano (Uruguay) pour *Días y noches de amor y*

de guerra. Littérature pour enfants : Omar Gonzalez (Cuba) pour *Nosotros los felices*. Théâtre, prix spécial : *La juventud en nuestra América*, au groupe Areito (USA) pour *Contra viento y marea* et au groupe La Candelaria (Colombie) pour l'œuvre collective *Los diez días que estremecieron al mundo*. Roman : Joaquim Gutierrez (Costa Rica) pour *Te acordás, hermano*. Dans la catégorie littérature anglo-antillaise : Kacey Lee Herickson (Guyane) pour *The enemy within*. Conte : David Ijeda (Mexico) pour *La condición de la guerra*.

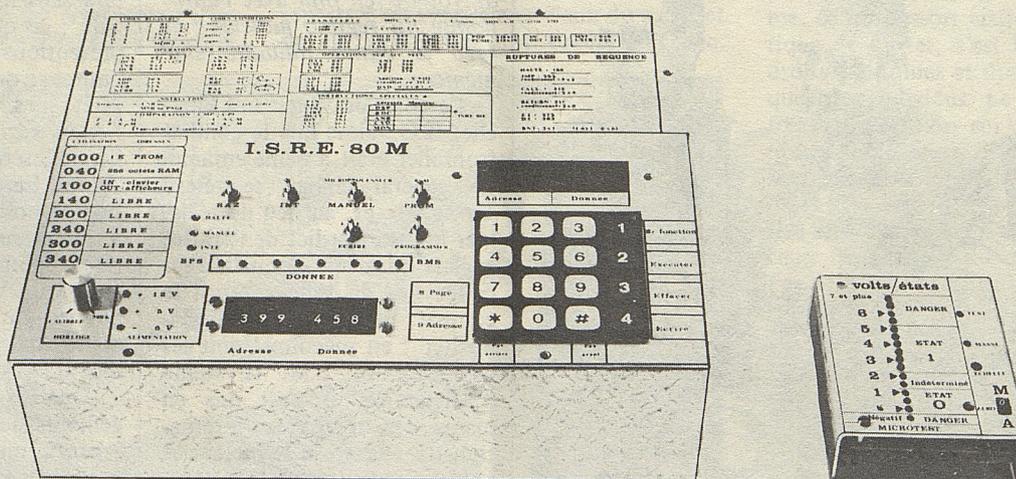
Ont également reçu un prix : en poésie : Hildebrando Perez (Pérou) pour *Aguardiente*. En littérature anglo-antillaise : Angus Rismond (Guyane) pour *A kind of living* et dans le genre Témoignage : Marta Rojas (Cuba) pour *El que debe vivir*.

L'Institut Supérieur de Radio Electricité

vous propose

une FORMATION qui vous permettra de construire votre MICROORDINATEUR

I.S.R.E. 80



vous qui désirez sans cesse reculer les limites du possible

INTRODUISEZ-MOI DANS VOTRE ENTREPRISE OU CHEZ VOUS

En effet, je suis capable de résoudre les problèmes les plus complexes qui se posent à vous dans le cadre :

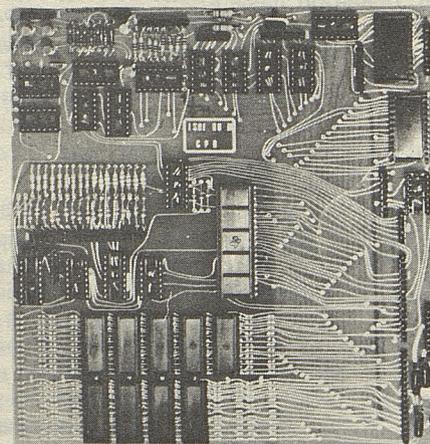
- de votre TRAVAIL (mesures, automatismes, gestion,....)
- de vos LOISIRS (jeux télé, train électrique, applications musicales,....)

Mes systèmes sont bâtis autour d'un MICROPROCESSEUR "TEXAS INSTRUMENT 8080", et sont organisés en logique C.M.O.S., gage de faible consommation et de grande fiabilité

Mon moniteur "I.S.R.E. 80" permet la programmation du système en OCTAL, plus facile à utiliser par un non spécialiste que l'habituel Hexadécimal. Tous mes codes opérations utilisables, sont gravés sur ma face avant

Mon moniteur inclut également diverses routines de service (Conversions décimales, Multiplication, Division,....). Deux modes de calcul sont possibles : simple précision (0,5 %) et double précision (0,003 %)

Et pour vous assurer de ma robustesse, je vous confirme que l'I.S.R.E. 80 est bâti dans un coffret métallique comportant : son alimentation avec piles de secours - sa carte processeur - sa face avant -



INSTITUT SUPERIEUR DE RADIO ELECTRICITE - 27 bis, rue du Louvre - 75002 PARIS - Tél. 236.74.12
Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part votre brochure concernant la version indiquée par une croix :

- ISRE 80 M : Calculateur d'Enseignement Nom _____ Entreprise _____
- ISRE 80 A : Calculateur Industriel Adresse _____ Adresse _____
- ISRE 80 E : Carte Processeur _____ _____

Argentine: LA COUPE DE LA DISCORDE



Sipa press

Les stades se transforment souvent en tribunes de protestation réprimée par la violence militaire.

Les « jeux floraux » n'auront pas lieu

La Coupe du Monde de football, en juin prochain en Argentine, déclenche des controverses dans tous les pays. En Argentine en premier lieu. Les militaires qui ont hérité du gouvernement péroniste la responsabilité de l'organisation de la Coupe, considèrent au début l'événement comme une aubaine. Un peu plus de deux ans après le coup d'état, ce serait le couronnement de « l'ordre et du progrès » qu'ils se proposaient d'instaurer dans le pays. Contactée par la Junte pour « améliorer son image » internationale, l'agence de publicité américaine Burson-Matseller imagina la Coupe du Monde comme une sorte de « jeux floraux » où 100.000 touristes, plus de 2.000 journalistes et 1.500.000 téléspectateurs allaient pouvoir contempler le « vrai visage » de l'Argentine.

Ceci se passait en 1976, quand les premiers événements, après le coup d'état, semblaient indiquer un triomphe complet des militaires (voir l'article *Argentine*). Le panorama s'assombrit par la suite et des divergences apparurent entre les membres de la Junte. Le premier général chargé de l'organisation de la Coupe, Omar Actis, fut exécuté par les *Montoneros*. Le ta-

bleau actuel est évidemment plutôt sombre. Les pertes économiques en perspective sont énormes. Le général Antonio Merlo, l'actuel responsable, a avoué que la Coupe laisserait un déficit de 400 millions de dollars et Juan Alemann, haut fonctionnaire du ministère de l'économie a déclaré en janvier dernier que cet « événement absurde » coûterait au pays 700 millions de dollars. A cela s'ajoutent les difficultés d'organisation, les grèves, l'isolement politique du gouvernement et surtout, la grande campagne internationale contre la Coupe.

Pressés par les circonstances et par leurs divisions internes, les militaires argentins ont pris une décision qui ménage la chèvre et le chou : ne pas annuler le Mondial, mais ne pas en faire des « jeux floraux ». Aussi, un Français seulement sur 100.000 pourra aller en Argentine, le gouvernement argentin n'ayant attribué que 500 places à la France. Les vols charters sont interdits pendant tout le mois de juin. Si quelqu'un voyage pour son compte, sans s'assurer d'un ticket pour les matchs, avant de partir, il court le risque de ne pas en obtenir sur place. Les militaires contrôlent les passeports (numéro et nom figurent sur le ticket) et se réservent le droit de refuser la vente. Il se passe une chose identique pour les

journalistes. Enormes difficultés pour se faire accréditer, différences de traitement selon le degré de « confiance », interdiction de tout remplacement, menaces d'expulsion s'ils tentent de transmettre autre chose que du football. A en juger par les plans actuels des militaires argentins, la Coupe du Monde sera un événement silencieux, cybernétique et sans joie.

Football et Droits de l'Homme

Peut-on jouer au football dans ce pays ? C'est aujourd'hui la question que se posent les démocrates du monde entier. La campagne de boycott de la Coupe qui se développe actuellement en France et l'ardent débat qu'elle suscite, se reproduit dans d'autres pays. Les partisans du boycott prétendent que supprimer la Coupe porterait un coup terrible à la Junte. Marek Halter, l'animateur de cette croisade en France, propose « un chantage aux Droits de l'Homme » : la Coupe contre l'arrêt de toute répression. Les adversaires du boycott soutiennent qu'il est impossible d'empêcher l'événement, trop d'intérêts étant en jeu. Mieux encore, le boycott ne serait pas un mot d'ordre juste (c'est la thèse du Parti Communiste Français). Mieux vaut aller en Argentine et convertir la Coupe en un acte d'active collaboration sur le terrain avec la résistance argentine.

En marge de ce débat, une conclusion s'impose. Les militaires et l'agence Burson-Matseller se sont trompés. Si quelque chose a joué en faveur du discredit de la Junte, c'est bien l'imminence de la Coupe du Monde dans le pays de l'exploitation, des enlèvements, de la torture et de la mort. Dans tous les pays, grâce à la controverse soulevée avant la Coupe, les dénonciations des violations des Droits de l'Homme ont dépassé les limites des secteurs politisés pour atteindre le grand public. En France, par exemple, le « problème argentin » est passé de la presse écrite progressiste à toute la presse, à la radio et à la télévision. Il s'est propagé dans tout le pays, s'est introduit dans les foyers, a alerté les adolescents, les sportifs et les « neutres ».

Une bataille de plus

Que pense de tout cela la résistance argentine ? En peu de mots : que la Coupe est une autre bataille à mener. Importante, sans doute, mais pas plus que

nouvelles de demain... nouvelles de demain... nouvelles

la lutte quotidienne pour le pain ou contre la barbarie militaire. En Argentine, le football n'a pas, au niveau populaire, la même signification qu'en Europe. Le stade reflète souvent le même niveau de contradiction que le reste de la société. Jeu favori du peuple, le football est quotidiennement pratiqué par des millions de personnes. Cependant le prix d'entrée dans les stades devient prohibitif. Le football est politiquement et idéologiquement manipulé par les détenteurs du pouvoir. Dans une période où la société argentine est divisée en deux camps : d'un côté, les militaires et la grande bourgeoisie liée à l'impérialisme, de l'autre, la grande majorité de la population, la lutte se livre sur tous les terrains. Les stades se transforment souvent en tribunes de protestation réprimée (comme toute protestation aujourd'hui en Argentine) par la violence militaire. Les affrontements entre le public et les forces de sécurité sur les terrains de football ne sont pas des escarmouches à la manière *rockers/bobbies* en Angleterre. Il s'agit souvent, surtout en période de dic-

tature, de vrais chocs entre le peuple et le pouvoir constitué.

Pendant le Mondial, le ticket le meilleur marché coûtera 12 dollars, dans un pays où les prix atteignent le niveau international et où la grande majorité de la population gagne 70 dollars par mois. Les Argentins doivent supporter des vexations, des difficultés continues, de longues queues, des contrôles d'identités, des attentes, des spéculations de tout type, pour acquérir un ticket d'entrée au Mondial. Malgré l'énorme propagande officielle, ils découvrent que le football, lui aussi, leur a été volé.

C'est à cause de cela et surtout du notable regain des luttes populaires que l'ensemble de la résistance argentine se prononce en faveur de la Coupe du Monde dans son pays. Certes, avec des nuances. Les *Montoneros*, le *Parti Révolutionnaire du Peuple* (ERP) et d'autres secteurs progressistes croient que les inépuisables ressources d'imagination et d'action des travailleurs et des secteurs populaires fera pencher la Coupe en faveur de la résistance. Le *Parti Communiste Argentin* et

d'autres forces démocratiques entendent ainsi consolider les plans de l'aile « modérée » de la Junte militaire, face aux « faucons ».

En somme, la résistance argentine voit la Coupe du Monde comme une bataille de plus, qui peut être gagnée ou perdue, mais qu'il faut livrer. Elle se montre en cela intelligente et ouverte. Si la campagne internationale de boycott triomphe dans un ou plusieurs pays, elle entachera le prestige du Mondial, donc de la Junte. Si c'est un échec, elle aura contribué au développement de la conscience internationale sur le caractère du régime. Comme l'a déclaré à Paris un dirigeant Montonero : « nous ne voulons pas nous immiscer dans les décisions internes de chaque pays ». Les faits semblent donner raison aux dirigeants de la résistance. On peut aujourd'hui être sûr que personne n'ira en Argentine en juin sans savoir clairement où il met les pieds. Dans un pays qui endure, et ce n'est pas peu dire, le régime le plus sanguinaire d'Amérique Latine.

C.A.G. et J.L.B.

GRATUIT

GRAND CONCOURS D'ABONNEMENTS

gagnez un voyage au Mexique pour 2 personnes

EN VOUS ABONNANT A ^{Urgent} **Amérique Latine**

le prix comporte le voyage A/R et le séjour complet de 15 jours au Mexique pour 2 personnes.

Le tirage au sort, effectué parmi tous les abonnés inscrits avant le 15 mai, se fera au siège du journal le 20 mai 1978. Le résultat sera communiqué personnellement au gagnant et publié dans le numéro de juin.



ABONNEMENT

14, RUE BOURG-TIBOURG - 75004 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession :

Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

NICARAGUA :

SOMOZA BASTA !

Le 21 février 1934, César Augusto Sandino, après avoir été le principal artisan de l'organisation des forces populaires qui repoussèrent victorieusement l'envahisseur américain, est assassiné par le premier de la dynastie des Somoza. Avec lui disparaissent pour longtemps les espoirs d'un peuple. La destruction de Managua, à la suite du tremblement de terre de 1972, s'est ajoutée à la grande pauvreté sociale et économique de la majorité des Nicaraguayens. La *bonanza* (boom) du café et du coton vient rappeler que tout le monde n'est pas pauvre. Les signes extérieurs de la richesse voisinent avec ceux de la misère des paysans.

Anastasio Somoza, III^{ème} de la dynastie, règne sur un pays dont il possède le quart de la richesse. Les grands propriétaires terriens forment l'essentiel de son appui. Traditionnellement soutenu par les États-Unis et la hiérarchie catholique, il était considéré comme le plus ferme rempart de l'Amérique Centrale contre le danger communiste. La « *Guardia* », véritable garde prétorienne, demeure l'instrument inconditionnel de sa politique.

Face au bloc somoziste, l'opposition traditionnelle a tenté de s'organiser.

L'UDEL (Union Démocratique pour la Libération) regroupe depuis 1974, l'ensemble des partis d'opposition. Pratiquement toutes les classes sociales s'y retrouvent représentées. Des ouvriers du parti communiste aux grands bourgeois nationaux. De façon indépendante s'est développé avec Carlos Fonseca dès 1962 une opposition révolutionnaire, le FSLN (Front Sandiniste de Libération du Nicaragua). Mettant l'accent sur l'impuissance des oppositions traditionnelles, il propose une alternative radicalement populaire. Dès le départ, le Front regroupait deux tendances, l'une mettant l'accent sur l'effort de conscientisation, l'autre sur la guerre populaire prolongée. Depuis, une troisième tendance, celle des « *Terceristas* », a vu le jour, prête à soutenir une alternative de bourgeoisie nationale contre Somoza. Le coup d'éclat du Front en Décembre 1974 renforçait considérablement la popularité du mouvement. Après 40 ans d'absence, la présence et la force de l'organisation révolutionnaire s'imposaient. Le pouvoir répondit par une répression accrue. C'est l'avènement des tristement célèbres BECATS (jeeps spécialement équipées pour la lutte antiterroriste) qui sillonnent Managua jour et nuit, lui donnant l'aspect d'une ville occupée. La répression développe une ambiance d'insécurité et de terreur où chacun se sent menacé. Censure et état de siège sont permanents. Le Nicaragua vit au rythme des arrestations arbitraires, des tortures, des viols et des procès politiques.

Remis en cause par de nombreux témoignages à l'intérieur et à l'extérieur (notamment ceux d'Edward Kennedy, en août 1977 au Congrès, du Père Miguel Escoto et du poète Ernesto Cardenal, sur la disparition de nombreux civils), le régime de Somoza est obligé de lever l'état de siège et la censure en septembre 1977. Il est alors soumis aux feux croisés des revendications et des dénonciations qui contribuent au renforcement de l'opposition. La troisième tendance du Front en profite alors pour déclencher une opération militaire d'envergure le 17 octobre 1977. Elle recherche le soutien populaire pour renverser Somoza. Malgré l'héroïsme des combattants, c'est l'échec militaire. Néanmoins, les Nicaraguayens ont alors conscience de la vulnérabilité du régime et de sa « garde ». En se renforçant, l'UDEL va canaliser les espoirs. Le leader de l'opposition Pedro Joaquim Chamorro semble désormais avoir le soutien de l'Église et représenter une alternative acceptable pour les États-Unis. Des contacts auraient même été pris entre Chamorro et la « *Guardia* ». Gravement menacé, le pouvoir fait assassiner Pedro Joaquim Chamorro le 10 janvier 1978. La population toute entière manifeste sa colère et sa peur contre Somoza et ses mercenaires de plus en plus isolés.

Le jour de l'enterrement, 100.000 personnes (Managua compte 400.000 habitants) suivent la dépouille mortelle de Chamorro. De nombreux affrontements ont lieu et des entreprises du dictateur sont détruites (notamment *Plasmaferesis* qui commercialise le plasma sanguin du lumpen-prolétariat nicaraguayen vers les USA). Interviewé par un journaliste, un jeune manifestant couché sur la chaussée, blessé d'une balle dans le dos, proclamait : « *Viva Nicaragua ! Viva Chamorro !* ».

Petit à petit le pays se paralyse et Managua retrouve l'économie de pénurie, comme lors du tremblement de terre, voilà six ans, mais désormais, chaque Nicaraguayen « *comerá mierda con tal de que se vaya el gorila* » (mangerait de la merde pourvu que parte le gorille).

Censure et répression accrues n'empêchent pas les nouvelles de se diffuser. L'Église a ouvert les portes de ses églises où tous les jours à 12 heures se fait « *el periodismo de catacumba* » (le journalisme de catacombe). Chaque soir à 21 heures, les femmes manifestent leur colère en déclenchant un tintamarre de casseroles, que « *Somoza doit entendre jusqu'à Montelimar* ».

Superficie : 148.000 km².

Population : 2,2 millions au recensement de 1974.

Taux de croissance de la population : 3 % par an.

Population rurale : 51 % - Population urbaine : 49 %, dont 20 % à Managua.

Exportation : 70-80 % en provenance du secteur agricole (coton, café, viande, sucre).

Force de travail : 50 % dans l'agriculture - 50 % dans l'industrie et autres.

Taux de chômage : 25 % - Taux de sous-emploi dans les zones rurales : 35 %.

Revenu par habitant : 50 % de la population a un revenu moyen de 90 dollars par an (15 % du PNB),

5 % de la population a un revenu moyen de 1.800 dollars par an (30 % du PNB).

Structure agraire : 43,2 % des exploitations de moins de 7 ha occupent 2,2 % des terres cultivables.

1,9 % des exploitations de plus de 350 ha couvrent 47,6 % des terres cultivables.

Analphabétisme : plus de 50 % - 70 % dans la zone rurale.

Santé : 6,8 médecins et 18,2 lits d'hôpitaux pour 10.000 habitants.

Taux de mortalité infantile : 130 ‰ - Les décès des enfants de moins de 14 ans représentent 50 % de la mortalité.

Conditions de vie : 47 % des foyers n'ont pas d'installation sanitaire - 81 % en ce qui concerne la zone rurale - 80 % des foyers n'ont pas l'eau courante à Managua - 99 % n'ont pas l'eau potable dans les zones rurales.

Source : NACLA'S Latin American and Empire Report
Vol. X N° 2, Février 1976.

peinture

Le Musée de la Résistance aux USA

Cette exposition, organisée par le Comité de Défense des Droits de l'Homme en Amérique, présidé par Isabel Letellier, a été inaugurée à la galerie *Fondo del Sol* à Washington (D.C.) le 20 décembre dernier. Elle circule depuis la mi-janvier à travers les États-Unis. Cette exposition réunit les œuvres d'une trentaine de peintres latino-américains dont Balmes, Matta, Downey, Solano et Loredo (Chili), Rocha (Brésil), Hernandez (Uruguay) et Cristina Olgado (Argentine).



Militaire n°11. Carlos Solano.

Lucernaire-Forum

Du 28 mars au 17 avril, exposition de **Guillermo Nuñez**. Une quinzaine de peintures faites en exil au cours des années 1976, 1977 et 1978, sur la torture.

Au rez-de-chaussée, de 19 h 30 à 24 h, tous les jours sauf dimanche et lundi, exposition de broderies et d'artisanat de femmes chiliennes.

Lucernaire-Forum. 53 rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris, tél. 544.57.34. Métro : N-D des Champs.

musique

Martin SAINT-PIERRE

Martin Saint Pierre a quitté l'Argentine... Il y travaillait depuis 1970 sur une recherche en matière de musique, de percussion pour être plus exact, qui puisse fondre l'origine africaine et la spécificité latino-américaine. Racines indispensables dans l'évolution culturelle actuelle. Depuis qu'il a changé de continent, par la force des choses, Martin St Pierre s'est fait entendre aussi bien au Festival de Nancy, qu'à celui des Amitiés des peuples à Sidi Ferruch en Algérie, ou à Tabarka en Tunisie, quand ce n'était pas à l'Amphithéâtre de la Faculté de Jussieu, ou à l'Université de Cologne, et tout dernièrement au Festival des travailleurs émigrés, à Paris.

Le Chant du Monde vient de graver un disque de lui (No LDX 74655), dont les deux faces, l'une au « Bendir », d'origine berbère, l'autre au « bongo », afro-cubain, rivalisent d'intérêt et nous apportent des sensations surprenantes dans l'approche que le musicien fait de ces instruments, en dépassant l'usage traditionnel qui nous est familier.

H.F.

TIEMPO ARGENTINO : écoutez battre le cœur de l'Argentine

Le bandonéon occupe un lieu privilégié sur la scène. Les spots lumineux l'éclairent presque avec cruauté. Doucement, la musique commence à naître de ses flancs. Elle s'enfle peu à peu avec l'orgue électrique, la batterie et la flûte traversière. Et plus tard... une voix. Ce n'est pas une voix comme les autres. C'est une voix de Tango, une voix qui vient des profondeurs du corps, comme une plainte ou un cri. C'est une voix du peuple qui chante avec chaque fibre de sa gorge un poème qui dénonce un ordre injuste, là-bas, très loin, en Argentine.

restaurant

Tiempo Argentino : Jacques Paris, Juan José Mosalini, Tomas Gubitsh, Francis Le Guern, Gustavo Beytelman, Enzo Gieco et Nestor Gabetta. 6 musiciens et 1 chanteur qui ont beaucoup à dire et le disent bien. Ils se sont préparés pour cela durant de longs mois, dans l'exil du travail créatif.

Nous les avons écoutés à *La Vieille Grille* (1 rue du Puits-de-l'Ermitte, 75005, Paris). En les quittant, Nestor le chanteur nous a dit : « Nous avons gardé, sans pouvoir les dire, tant de choses en nous que le travail qui nous reste à faire est immense ».

D.S.

DISQUES

La marque Escargot (C.B.S.) a présenté le 14 février à la presse quatre nouveaux albums de musique latino-américaine, édités sous licence Dicap. L'un des albums est consacré à **Victor JARRA** (*Te recuerdo Amanda...*) et présente une sélection des dernières chansons de l'artiste (ESC-363-34 F).

Inti Illimani 6 vient de paraître. C'est le sixième album italien de ce groupe. Le disque comporte douze thèmes nouveaux. (ESC-366-34 F).

Isabel canta a Violeta. Nouveau disque d'**Isabel PARRA** en hommage à sa mère (ESC-362-34 F).

Angel Parra, Antes y Ahora. Double album présentant **Angel PARRA** dans ses créations avant et après le coup d'état. Le disque contient aussi une chanson, *Ay Patria, dulce muchacha*, écrite par un Chilien dans la clandestinité (ESC-359-52 F).

La Maison Movie Play sort dans les premiers jours du mois de mars, en Espagne, un album intitulé *Chansons de la résistance*, avec des enregistrements des **Quilapayuns**, d'**Inti Illimani**, **Angel Parra**, **Isabel Parra**, **Patricio Castillo**, **Oswaldo Rodrigo**, **Mariana** et d'autres.

Parution en Espagne et prochainement en France de onze créations du chanteur populaire chilien **Daniel SALINAS** (firme Movie Play, sous licence Arauco).

RESTAURANTS

Au coin de la rue du Vert Bois et de la rue Volta, un nom illuminé : **ANAHI**. Anahi ? Une femme, puis une fleur. La femme : une paraguayenne qui défendit son village contre les conquérants espagnols. La fleur : née de l'arbre qui poussa à l'endroit même où elle fut brûlée.

Dans cette ancienne charcuterie, sur fond de boleros, de tangos, de musique brésilienne, de compositions de **Gato Barbieri** ou du **Cuarteto Cedron**, vous pourrez déguster les rissoles à la viande de bœuf (*empanadas*) et le gratin de maïs (*pastel de choclo*) du Chili. A moins que vous ne préféreriez le *guacamole* mexicain (avocat, tomates, piments), la marinade de pois-

sons (*cebiche*) ou la bouillabaisse aux langoustines (*chupe de langostinos*) péruviennes, la casserole de poissons brésilienne (*muqueca*). Au dessert : sorbets aux mangues, aux fruits de la passion ; au coco, confiture de lait (*dulce de leche*), gâteaux divers...

L'accueil est affable, la cuisine est à l'avenant et la tranquillité du lieu se prête fort bien aux conversations. Dora, Alberto et leur équipe vous attendent tous les soirs, sauf le dimanche, de 19 h 30 à minuit.

ANAHI : 49 rue Volta, 75003, Paris, Métro : Arts et Métiers, tél. 887.88.24. Compter de 40 à 60 F (Entrée, plat, dessert, vin et café).

C.B.

théâtre

Antonio Diaz Florian, animateur péruvien, dont le groupe L'Atelier de l'Épée de Bois travaille à la Cartoucherie de Vincennes depuis plusieurs années, donnera au Festival de Palerme, début avril, un nouveau spectacle sur le thème du terrorisme dont l'argument de base a été puisé dans *Les Justes* d'Albert Camus, et soumis au feu d'une profonde critique politique. La pièce sera reprise fin avril à la Cartoucherie, où la même troupe a joué durant l'hiver 77-78, *Madras* d'Eduardo Manet.

H.F.

La Belle Vie de Carlos Queiroz Telles. Adaptée par Jean-Jacques Thiériot. Mise en scène de Jean-Paul Cisife. Pièce en un acte et à un personnage jouée par Claire Deluca.

Marly Emboaba, institutrice dans un village brésilien part à Sao Paulo. Confrontée au chômage, elle se prostitue. Peu avant son mariage, elle se remémore des séquences de sa vie. C'est le merveilleux qui en ressort. Serait-ce la belle vie ?

Lucernaire-Forum, 53 rue Notre-Dame des Champs. 75006 Paris, tél. 544.57.34. A 18 h 30 les mercredi, vendredi et dimanche.

C.B.

Le groupe Tsé, troupe argentine qui travaille à Paris depuis quelques années, sous la direction d'Alfredo Rodriguez Arias et avec comme principaux acteurs Marucha et Facundo Bo, joue depuis le début de mars, avec le plus grand succès, *Les peines de cœur d'une chatte anglaise*, adaptée par Geneviève Serreau d'après une nouvelle de Balzac. Une longue tournée les emmènera à travers la France et l'Europe en automne 78.

au Théâtre Montparnasse, rue de la Gaité, 75014 Paris.

Une pièce d'un auteur chilien, Jorge Galardo, intitulée *La poupée de chiffon* a été jouée au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, par la troupe du Théâtre des Jeunes Années, dirigée par Maurice Yendt, et dont le point d'attache permanent est Lyon. Parallèlement à ces représentations, la troupe donne plusieurs autres pièces destinées aux enfants et aux adolescents (fait assez rare pour être mentionné), et pratique toute une animation à leur intention et avec leur participation (pour plus amples renseignements, s'adresser au 833.16.16).

Alejo Carpentier, qui vient de recevoir le prix Cervantés, pour l'ensemble de son œuvre, tient l'affiche au Théâtre d'Orsay à Paris avec *Les Portes du Soleil*. Il voit ainsi se réaliser un projet concocté de longue date, dont l'origine est peut-être une conversation lointaine avec Antonin Artaud et qui devait prendre la forme d'un opéra sur une musique de Varese. Le projet abandonné puis presque oublié fut repris par l'auteur de la musique du spectacle actuel, Michel Puig, un de nos plus intéressants compositeurs, et la mise en scène pleine de trouvailles imaginatives et qui évite toutes les tentations du « descriptif », est signée Michael Lonsdale.

cinéma

FILMS BRÉSILIENS AU CINÉMA « LE SEINE »

Jusqu'au 15 mars :

Perdicion de Zelito Viana,
Féminin Pluriel de Vera de
Figuereido

Du 15 mars à la fin du mois :
Féminin Pluriel de Vera de
Figuereido

Voir les horaires à la salle.
Cinéma Le Seine, 10 rue Frédéric Sauton, 75005, métro : Maubert-Mutualité, tél. 325.92.46.



Féminin Pluriel

Parution d'un nouveau mensuel d'art et de culture en langue espagnole, **PUNTO Y COMA**. En vente dans les Librairies hispaniques : 16, rue des Ecoles et 26 rue Monsieur-le-Prince

Un nouveau film péruvien, *Kuntur Wachana* — réalisateur : Federico GARCIA — long métrage couleur en 35 mm — production : coopérative agraire José Zúñiga de Huarán (Cusco). Ce film dont les personnages et les acteurs sont les paysans de la coopérative, est le récit de leur combat et de la répression des propriétaires terriens, des caciques locaux et de la police.

Voix, écrits du Brésil

Des Brésiliennes journalistes, écrivains, professeurs, actrices, cinéastes, parlent de leur vie, du poids de leur vie, de leur cheminement, de leurs controverses, de l'organisation de leurs jours, de leurs rapports aux hommes, aux enfants, au travail, de leur création. Et on les écoute avec émotion, avec intérêt. Tant il est vrai qu'en « disant » son aventure individuelle (la redécouvrant elle-même avec étonnement à mesure qu'elle la dit) une femme permet toujours à d'autres femmes de partager certains repères.

Mais de Rio à Sao Paulo, le petit cercle duquel n'arrivent pas à sémancier les interviews reste trop étroit pour nous parler des Brésiliennes. Maryvonne Lapouge et Clélia Pisa s'étonnent dans leur avant-propos de les avoir trouvées si proches de « nous », ou plutôt de « nos mères », avec des références point différentes des nôtres (S. de Beauvoir, V. Woolf, Betty Friedan, Kate Millett, Jill Johnston). Mais n'alliaient-elles pas au-devant de cette rencontre du même ? Tout un Brésil nombreux manque, certes confisqué, certes brimé, certes interdit d'éclosion personnelle, d'écrit et de parole, mais c'est de ce côté-là malgré tout qu'il fallait tenter de chercher aussi l'altérité femmes Brésil aujourd'hui. Ces femmes qui nous parlent dans *Brasileiras* sont autant d'échos épars d'une réalité qui a un autre niveau d'expression, plus murmuré, plus collectif, plus en lutte aussi. Du moins était-ce l'impression que nous avait laissée l'intervention d'une Brésilienne, au printemps dernier, à la rencontre « Femmes d'Amérique Latine », organisée par *Information des Femmes*.

Brésiliennes, Maryvonne Lapouge, Clélia Pisa, Éditions des femmes, Paris, 359 p., 58 F.

M.M.

livres

Réflexions sur le théâtre

Jeux pour acteurs et non-acteurs, *Théâtre de l'opprimé*, deux titres assez surprenants en matière de spectacle, non ? Beaucoup de sérieux, de passion, d'humour et de culture se trouvent cependant enfermés entre ces pages. Leur auteur, Augusto BOAL, est fort connu dans son pays d'origine, le Brésil, où il dirige pendant de longues années le *Téatro Arena de Sao Paulo*. Il s'y partagea entre la mise en scène et la recherche. De tout ordre, scénographique, textes, interprétation, contact avec le public, diffusion hors des lieux traditionnels, etc. Accueilli par l'Argentine, la Colombie, le Vénézuéla, le Mexique, le Pérou, après avoir

été arrêté et mis en prison au Brésil, Boal reprit ses investigations théâtrales. Une autre étape de son exil, le mena au Portugal, d'où il rayonna sur la France, l'Italie, la Suède, toujours pratiquant le théâtre et poursuivant les mises en questions. Ce sont les résultats de tous ses voyages, de toutes ses rencontres, de toutes les questions qu'on peut en déduire, que Boal nous apporte dans les deux livres sortis chez Maspero. Latino-américains et Européens y trouveront bonne matière à réflexion, mais aussi à pratique.

Jeux pour acteurs et non-acteurs, *Théâtre de l'opprimé*, Augusto BOAL, éditions François Maspero, Col. Malgré tout, 212 p., 35 F.

H.F.

Vient de paraître :

- *Una Sola Lucha*, Pedro VUSKOVIC, éditions Agence Resistencia et Centre d'Information Amérique Latine. Toute commande devra être adressée à Agence Résistance, c/o Cité Nouvelle, 46 rue de Vaugirard, 75006, Paris, ou à C.I.A.L. UER d'Économie, Université Paris VIII, route de la Tourelle, 75571, Paris-Cedex 12. 240 p., 20 F.
- *Mon témoignage sur l'escadron de la mort*, Helio BICUDO, éditions Gamma. Un juge brésilien tente de se dresser contre l'arbitraire, les exécutions et les tortures. 206 p., 38 F.
- *Multinationales et travailleurs au Brésil*, collectif Paulo Freire (Centre d'Études du Développement en Amérique Latine - C.E.D.A.L.) - Éditions François Maspero, collection Cedetim. 200 p., 40 F.
- *Violeta Parra, la guitare indocile*, Patricio MANNS (traduction d'Irène SEGUIN et de Régine MELLAC), éditions du Cerf, collection « Terres de Feu », 192 p., 32 F.
- *L'Incroyable histoire de la candide Erendira et de sa grand-mère diabolique* (nouvelles), *Les funérailles de la grande mémé* (roman), Gabriel GARCIA MARQUEZ (traduction de Claude COUFFON), éditions Grasset, 30 F chaque volume, 165 p., 157 p.
- *Chant général*, Pablo NERUDA (traduction de Claude COUFFON), éditions Gallimard. Le *Chant général* parut pour la première fois à Mexico, le 3 avril 1956, avec des illustrations de Rivera et de Siqueiros. 592 p., 65 F.
- *Vendredi des douleurs*, Miguel Angel ASTURIAS (traduction de Claude COUFFON), éditions Albin Michel. 352 p., 43 F.

MAGAZINE

Un livre publié au Pérou La classe ouvrière péruvienne

Comment la classe ouvrière péruvienne s'est-elle formée ? Quelle est son idéologie ? Ses organisations politiques ? Comment affronte-t-elle les classes dominantes ? Dans quelles branches ou quels secteurs s'est-elle le plus politiquement développée ? Comment le mouvement ouvrier mondial et les « événements mondiaux » influent-ils sur la classe ouvrière péruvienne ? Telles sont les questions auxquelles Denis SULMONT, professeur à l'Université Catholique du Pérou, essaye de répondre dans son livre *Historia del movimiento obrero peruano (1890-1977)*.

De l'anarcho-syndicalisme jusqu'à l'apparition d'un nouveau syndicalisme, expression des intérêts de la classe, en passant par la création de l'APRA et du parti communiste de Mariátegui, SULMONT cherche à mettre en évidence les grands moments de la lutte des classes et le rôle joué par la classe ouvrière. Divisant l'histoire du prolétariat péruvien en cinq périodes, il rend compte des flux et des reflux de l'action politique et revendicative. Il s'agit là d'un livre qui représente un pas important vers la compréhension de l'histoire actuelle.

L'analyse du comportement de la classe ouvrière péruvienne durant les années de la Révolution des Forces Armées où l'instinct de classe refusa dès le début un processus réformiste bourgeois est particulièrement solide. Le processus de réforme s'étant arrêté, par épuisement, ce n'est plus l'instinct qui s'oppose aux militaires mais la conscience d'une classe en développement qui a déjà gagné, d'une manière apparemment irréversible, sa place dans la dynamique du pays.

Historia des movimiento obrero peruano (1890-1977), Denis SULMONT, ediciones Tarea, 360 p., \$ 4.

R.D.

Quel féminisme, quelle libération en Amérique Latine ?

Une œuvre collective, au caractère militant.

Une œuvre importante parce que c'est la première fois que des femmes provenant de divers horizons latino-américains tentent de réfléchir ensemble sur leur réalité pour situer le caractère spécifique d'un mouvement de libération de la femme en Amérique Latine. Quel féminisme, quelle libération ? « *Conscientes du danger qu'il y aurait à transposer mécaniquement des modèles étrangers, nous avons voulu poser le problème de la femme à partir de notre réalité* ». La réalité : celle de la société de classes qui fait que l'oppres-

sion spécifique de la femme ne se pose pas en termes identiques dans tous les espaces sociaux. Nous sommes au cœur d'une question primordiale : comment articuler la lutte des femmes pour leur libération et la lutte des classes ?

La seconde partie composée de petits chapitres apporte divers témoignages et documents sur la condition des femmes dans plusieurs pays du continent. On peut alors regretter que, sauf en de bien rares exceptions, le ton impersonnel du rapport fasse écran à l'expression sensible du vécu.

Mujeres, Des Latino-américaines, Collectif de femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes, Édition des femmes, Paris, 320 p., 38 F.

M.M.

QUELS SONT LES METIERS QUI OFFRENT ACTUELLEMENT LES MEILLEURS DEBOUCHES ?

LES PROFESSIONS COMMERCIALES

Aussi, le but de

Ecole Professionnelle Supérieure

Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance

est de préparer ses élèves à des SITUATIONS D'AVENIR, en les formant notamment à la préparation de

Cadre Technico-Commercial

capable d'atteindre un salaire important

Vous avez la volonté de réussir ?

Alors n'attendez plus pour vous spécialiser dans la VENTE, où les meilleures techniques vous seront inculquées par des PROFESSIONNELS :

- par des études CHEZ VOUS à votre rythme
- complétées de STAGES PRATIQUES en nos locaux

vos succès assurés

Ecole Professionnelle Supérieure

assurera une formation spécialisée, RESERVEE AUX MEILLEURS, afin de vous mener au CERTIFICAT de

INGENIEUR COMMERCIAL

Veillez m'adresser sans aucun engagement de ma part, votre documentation sur la carrière de CADRE TECHNICO-COMMERCIAL à :

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

Ce coupon est à retourner à l'ECOLE PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 27 bis, rue du Louvre PARIS 2e



AGENCE IMMOBILIERE PARIS — PROVINCE



MEMBRE F.N.A.I.M.

VOUS DESIREZ...

VENDRE ?...

ACHERETER ?...

LOUER ?

Dégagez-vous de toutes démarches fastidieuses
en prenant contact avec

L'AGENCE IMMOBILIERE PARIS-PROVINCE
14, rue du Bourg-Tibourg - 75002 PARIS / Tél. 271.16.67-887.56.43

où Marie-Christine DESBOIS
diplômée d'Etudes Supérieures de Droit
Carte professionnelle T. 3051

et son équipe de Spécialistes

VOUS RESERVERONT LE MEILLEUR ACCUEIL ET REGLERONT TOUS

VOS PROBLEMES IMMOBILIERS

